

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1934-1935	N° 115	Zittingsjaar 1934-1935	
N° 4XIII: BUDGET.	SEANCE du 9 avril 1935	VERGADERING van 9 April 1935	BEGROOTING N° 4XIII.

BUDGET
du Ministère de la Défense Nationale
pour l'exercice 1935.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. de BURLET.

MADAME, MESSIEURS,

Ainsi qu'il a dû le faire l'an dernier déjà, votre rapporteur doit s'excuser en débutant d'être obligé par les circonstances exceptionnelles dans lesquelles se fait aujourd'hui le travail parlementaire, de vous présenter un rapport extraordinairement sommaire, très superficiel et lamentablement incomplet sur un budget important à peine étudié.

A son sens, le rapport n'est, cette année, qu'une formalité nécessaire pour permettre à la Chambre de discuter rapidement, puis de voter avant les vacances de Pâques, un des plus gros budgets présentés par le Gouvernement.

Votre rapporteur ne se permettra pas de critiquer dans les heures particulièrement difficiles que nous traversons cette manière de procéder, ni de vous dire combien il la déplore au moment précis où, dans les nations voisines et même dans tous les pays d'Europe, les questions de défense nationale agitent les esprits, semblent dominer les plus grandes préoccupations et réclamer des gouvernements l'attention la plus vigilante et les mesures de sécurité les plus complètes.

Il faut cependant que le peuple belge sache que dans l'œuvre de rénovation économique du pays, le Gouver-

(1) La Commission, présidée par M. Mundeleer, était composée :

Le présent rapport n° 115 a été distribué le 9 avril 1935. (Art. 4 de la résolution de la Chambre relative à l'examen des Budgets.)

2° Des membres désignés par les sections: MM. Eekelers, Jennissen, Allewaert, Merget, Maistriau, Hossey.

BEGROOTING
van het Ministerie van Landsverdediging
voor het dienstjaar 1935.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de BURLET.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Uw verslaggever moet weer, zooals verleden jaar, beginnen met u te vragen het hem niet kwalijk te nemen dal hij, wegens de buitengewone omstandigheden waarin het parlementair werk tegenwoordig moet geschieden, genoodzaakt is een ongewoon beknopt, zeer oppervlakkig en bedroevend onvolledig verslag voor te leggen, over een tenauwernood bestudeerde belangrijke begrooting.

Naar zijn oordeel, is het verslag, dit jaar, slechts een formaliteit om de Kamer in de gelegenheid te stellen vlug een der zwaarste begrootingen welke door de Regeering ingediend worden, te behandelen en deze vóór het Paaschreces aan te nemen.

Uw verslaggever acht het niet geoorloofd, in de buitengewoon moeilijke tijden welke wij beleven, deze werkwijze te beknibbelen, noch u te zeggen hoe hij zulks betreurt, op een oogenblik waarop bij onze naburen en, zelfs in al de landen van Europa, de vraagstukken van de landsverdediging de gemoederen bezig houden, den voorrang schijnen te nemen op de meest ernstige bekommernissen en van de Regeeringen de waakzaamste aandacht en de meest volledige veiligheidsmaatregelen vergen.

Het Belgisch volk moet, evenwel, weten dat de Regeering in haar taak van economische heropbeuring het zoo belang-

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Mundeleer, bestond uit :

Dit verslag n° 115 werd rondgedeeld op 9 April 1935. (Art. 4 van het besluit van de Kamer betreffende de behandeling van de Begrootingen.)

2° De leden door de afdelingen aangeduid: de HH. Eekelers, Jennissen, Allewaert, Merget, Maistriau, Hossey.

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1934-1935	N° 115		Zittingsjaar 1934-1935
N° 4XIII: BUDGET.	SEANCE du 9 avril 1935	VERGADERING van 9 April 1935	BEGROOTING N° 4XIII.

BUDGET
du Ministère de la Défense Nationale
pour l'exercice 1935.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. de BURLET.

MADAME, MESSIEURS,

Ainsi qu'il a dû le faire l'an dernier déjà, votre rapporteur doit s'excuser en débutant d'être obligé par les circonstances exceptionnelles dans lesquelles se fait aujourd'hui le travail parlementaire, de vous présenter un rapport extraordinairement sommaire, très superficiel et lamentablement incomplet sur un budget important à peine étudié.

A son sens, le rapport n'est, cette année, qu'une formalité nécessaire pour permettre à la Chambre de discuter rapidement, puis de voter avant les vacances de Pâques, un des plus gros budgets présentés par le Gouvernement.

Votre rapporteur ne se permettra pas de critiquer dans les heures particulièrement difficiles que nous traversons cette manière de procéder, ni de vous dire combien il la déplore au moment précis où, dans les nations voisines et même dans tous les pays d'Europe, les questions de défense nationale agitent les esprits, semblent dominer les plus grandes préoccupations et réclamer des gouvernements l'attention la plus vigilante et les mesures de sécurité les plus complètes.

Il faut cependant que le peuple belge sache que dans l'œuvre de rénovation économique du pays, le Gouver-

(1) La Commission, présidée par M. Mundeleer, était composée :

1° Des membres de la Commission de la Défense Nationale : MM. de Burlet, De Jaegere (Adolphe), Delacollette, Fieullien, Housiaux, Marck, Materne, Sandront, Van Hoeck. — Collard, Ernest, Gelders, Hoen, Missiaen, Nèves, Schevenels, Vandemeulebroucke (Hipp.). — Horrent, Janson, Vandemeulebroeck (Joseph), Van Kesbeek ;

2° Des membres désignés par les sections : MM. Eekelers, Jennissen, Allewaert, Merget, Maistriau, Hossey.

BEGROOTING
van het Ministerie van Landsverdediging
voor het dienstjaar 1935.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de BURLET.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Uw verslaggever moet weer, zooals verleden jaar, beginnen met u te vragen het hem niet kwalijk te nemen dat hij, wegens de buitengewone omstandigheden waarin het parlementair werk tegenwoordig moet geschieden, genoodzaakt is een ongewoon beknopt, zeer oppervlakkig en liedroevend onvolledig verslag voor te leggen, over een ternauwernood bestudeerde belangrijke begrooting.

Naar zijn oordeel, is het verslag, dit jaar, slechts een formaliteit om de Kamer in de gelegenheid te stellen vlug een der zwaarste begrootingen welke door de Regeering ingediend worden, te behandelen en deze vóór het Paaschreces aan te nemen.

Uw verslaggever acht het niet geoorloofd, in de buitengewoon moeilijke tijden welke wij beleven, deze werkwijze te beknibbelen, noch u te zeggen hoe hij zulks betreurt, op een oogenblik waarop bij onze naburen en zelfs in al de landen van Europa, de vraagstukken van de landsverdediging de genoederen bezig houden, den voorrang schijnen te nemen op de meest ernstige bekommernissen en van de Regeeringen de waakzaamste aandacht en de meest volledige veiligheidsmaatregelen vergen.

Het Belgisch volk moet, evenwel, weten dat de Regeering in haar taak van economische heropbeuring het zoo belang-

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Mundeleer, bestond uit :

1° De leden van de Commissie voor de Landsverdediging : de H.H. de Burlet, De Jaegere (Adolphe), Delacollette, Fieullien, Housiaux, Marck, Materne, Sandront, Van Hoeck. — Collard, Ernest, Gelders, Hoen, Missiaen, Nèves, Schevenels, Vandemeulebroucke (Hipp.). — Horrent, Janson, Vandemeulebroeck (Joseph), Van Kesbeek ;

2° De leden door de afdeelingen aangeduid : de H.H. Eekelers, Jennissen, Allewaert, Merget, Maistriau, Hossey.

nement ne perd pas de vue le problème primordial de la défense nationale, qu'il a la claire notion de ses devoirs à ce sujet et qu'il sait, hélas ! les charges écrasantes que lui impose la sécurité de nos frontières, la solidité de notre armée, la valeur de son armement et la perfection de son outillage.

La présence de l'honorable M. Devèze à la tête du Département de la Défense nationale où il a longuement fait ses preuves, est au surplus une indiscutable garantie qu'il serait injuste et puéril de méconnaître.

Le budget de la Défense nationale pour 1935 n'a pas été examiné dans ses détails par la Commission spéciale. Celle-ci n'a pu y consacrer que deux courtes séances; mais M. le Ministre, répondant, comme toujours à l'appel qui lui avait été adressé, a bien voulu, au cours d'une longue séance spéciale, donner verbalement aux membres des détails précis et complets sur la défense de la frontière de l'Est, l'avancement des travaux de fortifications en cours, les récentes transformations de la cavalerie, l'état de l'aviation militaire, la mobilisation de la nation et la protection des populations civiles.

D'autres questions particulièrement graves ont également été traitées au cours de cette conférence. Nos collègues comprendront qu'il est interdit à votre rapporteur d'en faire mention ici.

Enfin, divers points de moindre importance ont été envisagés également par l'honorable Ministre qui a répondu avec beaucoup de bonne grâce à tout ce qui lui était demandé par nos collègues.

Votre rapporteur signale que certains membres de la Commission spéciale croyaient savoir que le Ministre de la Défense nationale n'avait pas tous les apaisements sur la solidité des travaux effectués le long de la frontière où des effondrements de terrains se seraient produits sous les constructions militaires et où des dégâts importants auraient été constatés déjà.

M. le Ministre nous a assuré qu'à sa connaissance aucun effondrement de terrain sous les constructions et aucun dégât méritant d'être signalé ne s'était produit lors des travaux effectués le long de la frontière. Ses chefs de service consultés ont d'ailleurs confirmé la chose. Et l'honorable M. Devèze ajoutait avec raison qu'il estimait regrettable que de telles assertions soient lancées sans fondement. Elles sont en effet de nature à jeter indûment le discrédit sur les travaux de défense et à ébranler la confiance des futurs occupants des abris et ouvrages en cause.

Il en est de même pour certaines questions posées à M. le Ministre à propos de malfaçons « multiples » qui auraient été constatées dans l'exécution des travaux de fortification.

On a raconté un peu partout à ce sujet des choses insensées et il était bon qu'une fois pour toutes le Ministre mette un terme à ces exagérations dangereuses et à ces inventions insensées.

Une seule malfaçon a été constatée et signalée en son

rijk vraagstuk van de landsverdediging niet uit het oog verliest, dat zij zich wel bewust is van haar verplichtingen hieromtrent en dat zij, eilaas, weet welke verpletterende lasten de beveiliging onzer grenzen, de weerbaarheid van ons leger, de waarde van zijn bewapening en de vervolmaking van zijn uitrusting haar opleggen.

De aanwezigheid van den achtbaren heer Devèze aan het hoofd van het Ministerie van Landsverdediging, waar hij reeds sedert geruimen tijd zijn sporen verdiend heeft, is, bovendien, een onbetwistbare waarborg dien het onbillijk zou zijn te ontkennen.

De begroting van landsverdediging voor 1935 werd niet tot in bijzonderheden onderzocht door de bijzondere Commissie. Deze heeft er slechts twee vergaderingen kunnen aan wijden, maar de heer Minister die, zooals steeds, gehoor geeft aan het beroep dat op hem gedaan wordt, is zoo vriendelijk geweest aan de leden, gedurende een lange bijzondere vergadering, mondeling nauwkeurige en volledige bijzonderheden te verschaffen over de verdediging van de Oostgrens, de vorderingen van de ondernomen vestingwerken, de jongste omvormingen van de ruitery, den staat van de militaire luchtvaart, de mobilisatie van het land en de bescherming van de burgerbevolking.

Andere buitengewoon ernstige vraagstukken werden eveneens behandeld in den loop van deze uiteenzetting. Onze collega's zullen inzien dat het uw verslaggever verboden is er hier gewag van te maken.

Ten slotte, werden ook punten van minder belang door den achtbaren Minister aangeroerd, die met de meeste bereidwilligheid geantwoord heeft op al de vragen welke hem door onze collega's gesteld werden.

Uw verslaggever wijst er op, dat sommige leden van de bijzondere Commissie meenden te weten dat de Minister van Landsverdediging niet al te gerust was over de sterkte van de werken die langs de grens uitgevoerd worden, waar zich grondverzakkingen voorgedaan hebben onder de militaire bouwwerken en waar reeds belangrijke schade aangericht werd.

De Minister heeft ons de verzekering gegeven dat er zich, naar zijn weet, geen grondverzakking onder de bouwwerken voorgedaan heeft en dat geen noemenswaardige schade aangericht werd, gedurende de uitvoering van de werken langs de grens. Trouwens, de diensthoofden welke daarover ondervraagd werden, hebben zulks bevestigd. En de achtbare heer Devèze voegde er, terecht, aan toe dat hij het betreurenswaardig vond dat zulke beweringen zonder eenigen grond verspreid worden. Inderdaad, zij kunnen de verdedigingswerken in opspraak brengen en het vertrouwen ondermijnen van dezen die bedoelde schuilplaatsen en werken zullen moeten betrekken.

Hetzelfde geldt, wat betreft sommige vragen gericht tot den Minister aangaande « menigvuldige » gevallen van gebrekkig werk, welke zouden vastgesteld zijn bij de uitvoering van de versterkingswerken.

Dienaangaande werden nagenoeg overal allerlei ongerijmdheden verspreid, en het was noodig dat de Minister, eens voor goed, paal en perk stelle aan die gevaarlijke overdrijvingen en aan die ongerijmdde verzinsels.

Een enkel geval van gebrekkig werk werd vastgesteld en

temps, dans l'exécution des travaux de fortification de la frontière de l'Est; elle est relative à la construction d'un abri à l'Est du Limbourg.

Cet abri fut construit à l'intervention de l'administration des Ponts et Chaussées pour compte du département de la Défense nationale.

Sa réception fut refusée par le délégué du Département de la Défense nationale, les malfaçons constatées lors du décoffrage étant particulièrement graves.

L'enquête prescrite par ordre de l'autorité militaire dégagea, conformément aux avis du Comité supérieur de Contrôle, toute responsabilité du Département, quant aux malfaçons constatées.

La note n° 97/29711 de la Direction générale des Travaux de fortification adressée en date du 5 mars 1935 à M. le Ministre de la Défense nationale (Etat-Major général de l'Armée) conclut *in fine* en ces termes :

« La texture spongieuse de l'abri dénote, de façon flagrante, une *insuffisance de damage* et c'est ici qu'apparaît la responsabilité du personnel préposé à la *surveillance directe et continue* (personnel appartenant au Département des Travaux publics) de l'exécution de cet abri. La composition des mélanges de béton peut être d'autant moins incriminée, que les abris 23 et 24, dont la construction était régie par les mêmes clauses, ont donné toute satisfaction. Il est donc hors de doute que la responsabilité du personnel de la Défense nationale n'est pas en cause. Les malfaçons constatées sont le résultat d'un travail hâtif de l'entrepreneur, auquel le personnel de surveillance de l'Administration des Ponts et Chaussées n'a pas mis de frein, et d'une mauvaise exécution (manque de damage, peut-être aussi de malaxage) que ce personnel n'a pas réprimée. »

Cette note fut rédigée pour établir les responsabilités et prendre les sanctions qui s'imposent. A l'heure actuelle, à ma connaissance, cette affaire est en cours.

L'incident est évidemment fort regrettable et il mérite les sanctions les plus énergiques. Mais le Département de la Défense nationale n'a aucune responsabilité en cette affaire et n'a eu aucun reproche à adresser à son personnel.

*
**

La grande préoccupation des Belges a été traduite à la Commission spéciale par plusieurs de ses membres. C'est de savoir si, dans l'état actuel de l'Europe, notre statut militaire est suffisant pour assurer réellement, efficacement et de façon certaine, notre défense nationale. La question est posée dans tous les milieux : « La Belgique est-elle défendue ? »

M. le Ministre de la Défense nationale a donné confidentiellement aux membres de la Commission spéciale des renseignements précis à cet égard.

Des membres ayant demandé si le Ministre avait l'intention de prolonger la durée du temps de service, l'honorable M. Devèze a répondu qu'il était impossible de préjuger de l'avenir et de garantir que des circonstances ne

ter kennis gebracht, bij de uitvoering van de vestingwerken aan de Oostergrens; het heeft betrekking op de oprichting eener schuilplaats ten Oosten van Limburg.

Die schuilplaats werd gebouwd, door tusschenkomst van het bestuur van Bruggen en Wegen, voor rekening van het Departement van Landsverdediging.

De anneming er van werd geweigerd door den afgevaardigde van het Departement van Landsverdediging, gezien de constructiefouten vastgesteld bij de ontlasting, van zeer ernstigen aard waren.

Het onderzoek voorgeschreven op bevel van de militaire overheid, ontlastte het Departement, naar het advies van het Hoog Comité van Toezicht, van elke verantwoordelijkheid betreffende de bevonden fouten.

De nota n° 97/29711 van het Algemeen Bestuur der Vestingwerken, op 5 Maart 1935 gericht tot den Minister van Landsverdediging (Algemeene Legerstaf) besluit met volgende woorden :

« De sponsachtige structuur van de schuilplaats vertoont, op opvallende wijze eene *onvoldoende aanstamping* en hier komt de verantwoordelijkheid op den voorgrond van het personeel belast met het *rechtstreeksch en onafgebroken toezicht* op de uitvoering van die schuilplaats. (Personeel afhankelijk van het Departement van openbare werken.) De samenstelling van de beton-mengsels kan des te minder hiervoor ingeroepen worden, gezien de schuilplaatsen 23 en 24, waarvan de bouw door dezelfde bedingen werd beheerd, volledige voldoening hebben geschonken. Het valt dus niet te betwijfelen, dat de verantwoordelijkheid van het personeel van Landsverdediging buiten spel staat. De vastgestelde fouten zijn het gevolg van een overhaast werk vanwege den aannemer, waaraan het toezichtspersoneel van het Bestuur van Bruggen en Wegen geen paal heeft gesteld, en van een slechte uitvoering (onvoldoende aanstamping, en misschien ook onvoldoende kneding) welke door dit personeel niet werd beteugeld. »

Die nota werd opgemaakt om de verantwoordelijkheden vast te stellen en om de noodige strafmaatregelen te nemen. Naar mijn weten, is die zaak thans in behandeling.

Dit incident is waarlijk betreurenswaardig en verdient dat krachtadig ingegrepen worde. Doch het Departement van Landsverdediging heeft hierin geene verantwoordelijkheid te dragen en heeft zijn personeel geen enkel verwijt toe te sturen.

*
**

De groote bekommernis der Belgen werd in de bijzondere Commissie weergegeven door verscheidene van hare leden. Het is de vraag of, in den huidige toestand van Europa, ons militair statuut volstaat om werkelijk, doeltreffend en stellig voor 's lands verdediging in te staan. Overal stelt men de vraag : « Wordt België verdedigd ? »

De heer Minister van Landsverdediging gaf hieromtrent aan de leden der bijzondere Commissie vertrouwelijke en preciese inlichtingen.

Op de vraag van enkele leden, of het in de bedoeling lag van den Minister den dienstdag te verlengen, antwoordde de achtbare heer Devèze dat hij de toekomst niet kon voorzien en niet kon waarborgen dat de omstandigheden geen

se présenteront pas où la défense du pays nécessiterait des modifications à notre statut militaire.

Beaucoup de nos collègues, consultant le dernier « Annuaire militaire de la Société des Nations », comparent les effectifs belges à ceux des autres nations européennes et trouvent dans leur étude un sujet d'appréhensions graves et de très sérieux motifs de craintes.

En effet, l'édition de 1934 de l'« Annuaire militaire de la Société des Nations » donne les renseignements ci-après :

FRANCE

Effectifs :

Armée de terre	485,770
Armée de l'air	39,902

Temps de service : 1 année portée à 18 mois pour le contingent incorporé en avril 1935 et à deux ans pour les contingents incorporés à partir d'octobre 1935 jusqu'en 1939 inclus.

ANGLETERRE

Effectifs :

Armée régulière	146,200
Armée régulière britannique de l'Inde	59,900
Armée régulière de l'air	33,000
Armée territoriale	132,300

Temps de service : Armée régulière, 3 à 8 ans. Armée territoriale, annuellement 10 à 45 exercices, plus une période de camp de 8 à 15 jours.

ITALIE

Effectifs :

Armée de terre	414,535
Armée de l'air	25,029

Temps de service : 18 mois.

RUSSIE

Effectifs :

Armée active	569,961
Armée territoriale	(inconnus)

Temps de service : Armée active, 2 ans dans les différentes armes; 3 ans dans l'aéronautique.

Armée territoriale : 8 à 11 mois en plusieurs périodes reportées sur cinq ans.

wijzigingen zouden noodzakelijk maken aan ons militair statuut, met het oog op 's lands verdediging.

Velen van onze collega's, het jongste militair jaarboek van den Volkenbond raadplegend, vergelijken de Belgische effectieven met die der overige Europeesche landen en vinden in die studie grond tot groote bezorgdheid en ernstige vrees.

Inderdaad, de uitgave 1934 van het militair jaarboek van den Volkenbond verstrekt de volgende inlichtingen :

FRANKRIJK.

Effectieven :

Landleger	485,770
Luchtmacht	39,902

Diensttijd : 1 jaar gebracht op 18 maanden voor het contingent dat in April 1935 wordt ingelijfd en, op twee jaar, voor de contingents die worden ingelijfd vanaf October 1935 tot en met 1939.

ENGELAND.

Effectieven :

Gewoon leger	146,200
Gewoon Engelsch leger van Indië	59,900
Gewone luchtmacht	33,000
Territoriaal leger	132,300

Diensttijd : Gewoon leger : 3 tot 8 jaar. Territoriaal leger : jaarlijks 10 tot 45 oefeningen, plus een kampperiode van 8 tot 15 dagen.

ITALIE.

Effectieven :

Landleger	414,535
Luchtmacht	25,029

Diensttijd : 18 maanden.

RUSLAND.

Effectieven :

Actief leger	569,961
Territoriaal leger	(onbekend)

Diensttijd : Actief leger : 2 jaar in de onderscheidene wapens; 3 jaar in de luchtvloot.

Territoriaal leger : 8 tot 11 maanden in verschillende tijlperken verdeeld over vijf jaar.

En Allemagne, la loi du 16 mars 1935 rétablissant le service militaire général et fixant l'organisation d'ensemble des forces du Reich ne fait mention ni de la hauteur des effectifs, ni de la durée du service militaire.

Il est probable que les effectifs des forces armées de terre du Reich en temps de paix dépasseront 500,000 hommes, et que le service de deux ans sera adopté. De plus, l'armée allemande comprendra en permanence un noyau de quelque 175,000 hommes à long terme de service, assimilables à des soldats de métier. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que le service militaire sera précédé d'un service de préparation militaire d'une durée de 12 mois.

L'Allemagne a violé délibérément le Traité et le Pacte de la Société des Nations. Elle procède à de nouveaux armements, elle reconstitue une armée formidable munie de l'armement le plus moderne et le plus perfectionné. Son aviation militaire est rétablie, et la presse anglaise signale qu'au cours de la conversation avec Sir John Simon, le Chancelier Hitler avait admis l'égalité — certains auraient ajouté la supériorité — des forces aériennes allemandes avec les forces aériennes britanniques.

Ces événements sont d'une gravité exceptionnelle et vous comprendrez, Madame, Messieurs, qu'à l'occasion de l'examen du budget de la Défense nationale, des membres de la Commission spéciale aient traduit par des questions précises les inquiétudes qui les obsèdent.

La situation actuelle ne permet pourtant pas de dire que la Belgique court le danger imminent d'être attaquée.

Ce danger est permanent : il résulte de notre situation géographique. Il croît à raison de la course aux armements qui se manifeste intense dans le monde et spécialement en Allemagne et dans les grands pays limitrophes.

Et nous sommes bien obligés de constater une fois de plus, que ce n'est pas lorsque le danger est immédiat qu'il est encore possible de prendre les mesures nécessaires pour mettre l'armée en état de remplir sa mission défensive et pour organiser la fortification du territoire.

Il est alors trop tard, car de telles mesures ne sortent leurs effets que progressivement et après exécution du programme d'ensemble.

Tel est le cas du programme de 1933 qui n'est pas encore entièrement réalisé et dont la mise au point nécessite un effort complémentaire.

La situation internationale ne permet pas à la Belgique de différer les sacrifices indispensables à sa sécurité.

M. le Ministre de la Défense nationale a fort nettement exposé ces choses à la Commission spéciale, et lorsque des membres lui ont posé des questions sur la politique militaire de la Belgique, l'honorable M. Devèze n'a pu que renvoyer nos collègues à la déclaration précise faite par M. Hymans, Ministre des Affaires étrangères, au cours de la séance du 4 mars 1931 à la Chambre des Représentants. La politique militaire du Gouvernement n'a subi aucun changement : la Belgique n'est inféodée à aucun pays, elle appliquera le pacte de Locarno, elle n'entrera en guerre que si elle est attaquée, mais dès lors, elle se dé-

In Deutschland, vermeldt de wet van 16 Maart 1935, tot herinvoering van den algemeenen dienstplicht en vaststelling van de algemeene inrichting van 's Reichs leger, noch de getalsterkte der effectieven, noch den duur van den dienstitijd.

Waarschijnlijk zullen de effectieven van 's Reichs gewapende landmacht, in vreedetijd, 500,000 man overtreffen, en zal de twee-jaren dienst worden aanvaard. Daarenboven, zal het Deutsche leger steeds een kern hebben van ongeveer 175,000 man met langen dienstitijd, die mogen gelijkgesteld worden met beroepssoldaten. Eindelijk, mag niet uit het oog worden verlooren, dat een dienst van militaire voorbereiding van 12 maanden den legerdienst zal voorafgaan.

Duitschland heeft met opzet het Volkenbondsverdrag en het Volkenbonds-Pact overtreden. Het gaat over tot nieuwe bewapeningen : het richt een reusachtig leger in met de meest-moderne en verbeterde bewapening. Zijn militaire luchtvloot werd heropgericht en de Engelsche pers wijst er op dat, in den loop der bespreking met Sir John Simon, kanselier Hitler de gelijkheid — sommigen zegden het overwicht — aanvaard had van de Deutsche luchtmacht met de Britsche luchtmacht.

Deze gebeurtenissen hebben een uitzonderlijk belang, en gij zult begrijpen, Mevrouw, Mijne Heeren, dat ter gelegenheid van het onderzoek der Begroting van Landsverdediging, sommige leden der bijzondere Commissie door preciese vragen het angstgevoel hebben uitgedrukt, dat hen beklemt.

De huidige toestand laat nochtans niet toe te zeggen dat België onmiddellijk gevaar loopt te worden aangevallen.

Dit gevaar is bestendig : het spruit voort uit onze geografische ligging. Het stijgt met den bewapeningswedloop die heftig woedt in de wereld en vooral in Duitschland en de groote buurstaten.

En, eens te meer, moeten wij vaststellen, dat het niet is wanneer onmiddellijk gevaar dreigt, dat er nog mogelijkheid bestaat de noodige maatregelen te treffen om het leger in staat te stellen zijne taak van verdediger te vervullen, en om de versterking van het grondgebied in te richten.

Dan is het te laat, want dergelijke maatregelen leveren slechts trapsgewijze een uitslag op, na de uitvoering van het gezamenlijk programma.

Dit is het geval voor het programma van 1933, hetwelk nog niet volledig verwezenlijkt is en waarvan de aanpassing een bijkomende krachtsinspanning vergt.

De internationale toestand laat België niet toe de opofferingen te verdagen, welke onmisbaar zijn voor zijne veiligheid.

De heer Minister van Landsverdediging heeft die feiten heel nauwkeurig uiteengezet in de Commissie, en wanneer sommige leden hem vragen stelden nopens de militaire politiek van België, heeft de achtbare heer Devèze onze collega's slechts kunnen verwijzen naar de duidelijke verklaring afgelegd door den heer Hymans, minister van Buitenlandsche Zaken, ter vergadering van 4 Maart 1931 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. De militaire politiek van de Regering heeft geene wijziging ondergaan : België hangt van geen enkel land af; het zal het Locarnopact toepassen; het zal slechts oorlog voeren, wan-

ferma avec la dernière énergie comme elle l'a fait en 1914. Nous n'avons aucun engagement contractuel : nous avons le devoir de préparer les conditions techniques d'une intervention éventuelle de nos garants et nul ne peut prendre ombrage des précautions dictées, hélas ! par la douloureuse et cruelle expérience du passé.

La Belgique gardera son sang-froid, elle envisage les situations avec calme et avec la ferme décision de se montrer en toutes circonstances digne en tous points de son glorieux passé, sans provocation mais aussi sans faiblesse.

*
**

Votre rapporteur regrette vivement de ne pas pouvoir développer de façon plus étendue les questions effleurées ci-dessus. Plusieurs d'entre elles sont d'ailleurs d'ordre politique et ne sont pas du ressort du Département de la Défense nationale, mais elles concernent le Gouvernement et en particulier le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. La seule évidence est que l'Allemagne fait un effort aussi intense que possible dans la voie du réarmement et qu'elle en a défini publiquement l'importance et les objectifs.

Je passe donc rapidement à des questions de moindre importance.

*
**

Plusieurs membres ont demandé des renseignements sur :

1. Les hôpitaux militaires. Les ayants droit aux soins médicaux et pharmaceutiques, etc.;
2. Les Ecoles de Pupilles et l'Ecole des Cadets;
3. L'application de l'emploi des langues à l'armée et le recrutement régional;
4. L'emploi des produits agricoles belges par l'armée;

5. Le paiement de l'indemnité aux hommes astreints à plus de 8 mois de service.

Hôpitaux militaires.

Depuis longtemps déjà la question de la suppression de différents hôpitaux militaires a été discutée à la Commission de la Défense nationale lors de l'examen du budget et soumise à M. le Ministre.

Cette année encore, plusieurs membres ont demandé si l'on n'envisageait pas la suppression prochaine des hôpitaux militaires de Bruges, Ostende, Gand, etc.

Mais le Département qui a étudié très attentivement la chose n'envisage pas les suppressions indiquées ci-dessus.

La suppression d'hôpitaux militaires ne produirait au Trésor aucun avantage. Elle entraînerait au contraire des dépenses supplémentaires et des inconvénients très sérieux au point de vue technique, médical et militaire.

Lorsqu'un établissement médical n'est plus nécessaire, sa suppression a toujours été immédiatement envisagée, ce qui fut entre autres le cas pour le sanatorium de Marchin.

Plusieurs membres de la Commission spéciale se sont

neer het wordt aangevallen; doch alsdan zal het zich met alle kracht verdedigen, zooals het dit deed in 1914. Wij hebben geene enkele contractueele verplichting op ons genomen : wij hebben als plicht, de technische voorwaarden voor te bereiden van eene gebeurlijke tusschenkomst van onze garanten, en niemand mag het euvel opnemen, dat wij voorzorgsmaatregelen treffen die, eilaas ! beantwoorden aan eene droeve en pijnlijke ondervinding van het verleden.

België zal zijne koelbloedigheid bewaren : het zal de toestanden met kalm gemoed inzien, vast besloten zich, in alle omstandigheden en in alle opzichten, waardig te toonen van zijn roemrijk verleden, zonder uitdaging, doch ook zonder zwakheid.

*
**

Uwe verslaggever betreurt levendig dat hij niet uitvoeriger ingaan kan op de vraagstukken welke hierboven aangevoerd werden. Trouwens, menig er van is van politiek aard en behoort niet onder de bevoegdheid van het Ministerie van Landsverdediging, maar het gaat de Regeering aan en, in het bijzonder, den Minister van Buitenlandsche Zaken en van den Buitenlandschen Handel. Het is echter klaarblijkend dat Duitschland een zoo aanzienlijk mogelijke inspanning doet om opnieuw te wapenen en dat het openlijk de belangrijkheid en de oogmerken hiervan omschreven heeft.

Ik geef dus een vluchtig overzicht van de vraagstukken van minder belang.

*
**

Verscheidene leden hebben inlichtingen gevraagd over :

1. De krijgsgasthuizen. De rechthebbenden op geneeskundige- en pharmaceutische zorgen, enz.;
2. De Pupillen- en Kadettenscholen;
3. De toepassing van de wet op het taalgebruik in het leger en de gewestelijke indeeling;
4. Het verbruik van Belgische landbouwvoortbrengselen door het leger;
5. De uitkeering van de vergoeding aan de manschappen die langer dan acht maanden moeten dienen.

Krijgsgasthuizen.

Reeds sedert geruimen tijd, werd het vraagstuk van de afschaffing van de verschillende krijgsgasthuizen in de Commissie voor de landsverdediging, bij het onderzoek van de begroting, behandeld en aan den Minister voorgelegd. Ook dit jaar, hebben verscheidene leden gevraagd of de aanstaande afschaffing niet overwogen werd van de krijgsgasthuizen te Brugge, Oostende, Gent, enz.

Doch het Departement dat het vraagstuk zeer ernstig onderzocht heeft, denkt niet aan de hierboven vermelde afschaffingen.

De afschaffing van krijgsgasthuizen zou overigens geen enkel voordeel opleveren. Zij zou integendeel bijkomende uitgaven meebrengen en zeer ernstige nadeelen op technisch, geneeskundig en militair gebied.

Wanneer een geneeskundige inrichting niet meer noodig is, werd steeds onmiddellijk gedacht aan hare afschaffing; dit was onder meer het geval met het Sanatorium van Marchin.

Onderscheidene leden der bijzondere Commissie hielden

préoccupés de la situation du personnel médical des hôpitaux militaires, des infirmiers et des infirmières, et des pharmaciens.

Il est indiscutable que le personnel médical est surmené dans nos hôpitaux militaires et qu'il devrait être largement renforcé.

Lorsqu'on connaît le labeur de nos médecins militaires dans les hôpitaux et leurs responsabilités on est sincèrement en admiration devant leur dévouement, leur zèle, leur activité et leur inlassable bonté. On éprouve les mêmes sentiments pour nos infirmières religieuses ou civiles, pour nos infirmiers et pour tous ceux qui se consacrent au soulagement de nos malades militaires.

M. le Ministre de la Défense nationale n'a pas oublié d'ailleurs de visiter les hôpitaux militaires, de s'informer des besoins des malades et des améliorations à apporter soit aux locaux, soit au matériel chirurgical, soit au bien-être des soldats. Les compressions budgétaires, hélas ! exigent des restrictions multiples et il n'est pas possible, à l'heure présente, de réaliser tout ce qui devrait l'être dans ces divers domaines.

Mais il faut dire que nous possédons des hôpitaux militaires modèles, répondant à tous les besoins de la technique moderne et jouissant d'une réputation excellente à tous les points de vue.

Le travail imposé au personnel de nos hôpitaux militaires dépasse, au sens de votre rapporteur, les limites raisonnables.

Outre les malades évacués des régiments et services — malades extraordinairement nombreux à certaines époques de l'année, en période de grippe, etc. — les hôpitaux militaires doivent soigner un nombre très considérable d'ayants droit aux soins médicaux et pharmaceutiques.

Il n'est pas possible de donner exactement le nombre précis des ayants droit, mais on peut dire déjà que le nombre total des militaires en activité, pensionnés, invalides, veuves, enfants et épouses de militaires en activité est approximativement de 50,000 pour Bruxelles, 40,000 pour Anvers et 35,000 pour Liège.

Votre rapporteur rappelle que les hôpitaux militaires soignent en outre tous les malades et blessés de la Société Nationale des Chemins de fer belges.

Les officiers et sous-officiers en activité de service ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques pour leur épouse et enfants célibataires mineurs.

Les officiers et sous-officiers en activité subissent une retenue de 1/2 p. c. sur leur traitement.

Les officiers et sous-officiers pensionnés ont les mêmes droits moyennant retenue de 1/2 p. c. sur le montant de leur pension.

**

Plusieurs membres de la Chambre des Représentants ont adressé à votre rapporteur des questions relatives à l'École des Cadets et aux écoles primaires des Pupilles.

Ces dernières ont été supprimées en 1933.

zich bezig met den toestand van het geneeskundig personeel der krijgsgasthuizen, de verplegers en verpleegsters en de apothekers.

Ontegensprekelijk, is het geneeskundig personeel van onze krijgsgasthuizen overwerkt, en het zou sterk moeten uitgebreid worden.

Wanneer men het werk kent van onze militaire geneesheeren in de gasthuizen en hun verantwoordelijkheden, staat men oprecht vol bewondering voor hun toewijding, hun ijver, hun bedrijvigheid en hun onuitputtelijke goedheid. Men heeft dezelfde gevoelens voor onze verpleegsters, zoo wereldlijke als geestelijke, voor onze verplegers en voor al degenen die er zich op toeleggen onze zieke soldaten te verzorgen.

De Minister van Landsverdediging heeft overigens niet nagelaten de krijgsgasthuizen te bezoeken, zich in te lichten over de behoeften der zieken en der verbeteringen die kunnen aangebracht worden, hetzij aan de lokalen, hetzij aan het heelkundig materieel, hetzij aan de verzorging der soldaten. De begrootingsinkrimpingen eischen, eilaas ! talrijke verminderingen, en het is thans niet mogelijk alles te verwezenlijken wat op deze onderscheiden gebieden moet gedaan worden.

Doch het moet gezegd : wij hebben model-krijgsgasthuizen die beantwoorden aan al de vereischten der moderne techniek en, op elk gebied, een uitmuntende faam genieten.

Het werk opgelegd aan het personeel onzer krijgsgasthuizen gaat, naar het oordeel van uw verslaggever, alle redelijke perken te buiten.

Behalve de zieken die uit de regimenten en de diensten aangevoerd worden — deze zijn buitengewoon talrijk op sommige tijden van het jaar, wanneer de griep heerscht — moeten de krijgsgasthuizen een groot aantal rechthebbenden op geneeskundige- en pharmaceutische zorgen ontvangen.

Het is niet mogelijk het juist aantal rechthebbenden op te geven, maar men mag zeggen dat het aantal militairen, in actieven dienst, pensioentrekkenden, invaliden, weduwen, kinderen en echtgenooten van militairen in actieven dienst : 50,000 bedraagt te Brussel, 40,000 te Antwerpen en 35,000 te Luik.

Uw verslaggever herinnert er aan dat de krijgsgasthuizen, bovendien, al de zieken en gekwetsten verplegen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

De officieren en onderofficieren in actieven dienst hebben recht op de geneeskundige- en pharmaceutische zorgen voor hun echtgenoot en hun ongehuwde minderjarige kinderen.

De officieren en onderofficieren in actieven dienst moeten 1/2 t. h. laten vallen van hun wedde.

De gepensionneerde officieren en onderofficieren hebben dezelfde rechten mits afhouding van 1/2 t. h. op hun pensioen.

**

Ettelijke leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers hebben aan uw verslaggever vragen overgemaakt, betreffende de Kadettenschool en de lagere Pupillenschoolen.

Deze laatste werden in 1933 afgeschaft.

Les écoles moyennes des Pupilles sont progressivement supprimées :

La classe de 6^e en 1933.

La classe de 5^e en 1934.

La classe de 4^e sera supprimée à l'issue de l'année scolaire 1934-1935.

La classe de 4^e française établie à Namur compte 84 élèves.

La classe de 4^e flamande établie à Alost compte 82 élèves.

Le personnel maintenu pour ces deux classes se répartit comme suit :

Alost :

6 officiers (y compris 1 médecin, 1 officier d'administration et 1 aumônier militaire),

8 sous-officiers,

2 caporaux,

5 professeurs,

22 ouvriers.

Namur :

1 officier,

3 sous-officier,

1 professeur.

(La classe rattachée à l'École des Cadets française bénéficie pour le surplus du personnel prévu pour cet établissement.)

À partir de l'année 1935, les Ecoles de Pupilles seront totalement supprimées. Il faut noter cependant qu'une classe de 6^e, 5^e et 4^e peut être organisée à chacune des Ecoles des Cadets pour une catégorie d'élèves en surnombre récemment créée ainsi que vous le verrez ci-après à la rubrique Ecole des Cadets.

Par compensation de la suppression de ces écoles moyennes, 50 bourses d'études d'un montant de 500 francs sont annuellement mises au concours pour chaque école moyenne supprimée.

En 1934, 70 bourses ont été accordées.

Votre rapporteur a donné des détails précis à ce sujet dans son rapport sur le budget de 1934.

Ecoles des cadets.

Des membres de la Commission spéciale et plusieurs de nos collègues n'appartenant pas à la dite Commission, ont demandé quelle était la nécessité actuelle des Ecoles de Cadets et si, dans ces moments d'extrême compression budgétaire, le maintien des Ecoles se justifiait encore.

Plusieurs de nos collègues estiment que le Département de la Défense nationale réaliserait de sérieuses économies en les supprimant comme il a supprimé avec beaucoup de raison les écoles de pupilles de l'armée.

Les Ecoles des Cadets de l'Armée ont pour but principal de donner à certains jeunes gens l'éducation et l'instruc-

De Middelbare Pupillenscholen worden geleidelijk afgeschaft :

De 6^e klas, in 1933;

De 5^e klas, in 1934.

De 4^e klas zal afgeschaft worden, bij het einde van het schooljaar 1934-1935.

De 4^e Fransche klas, te Namen, telt 84 leerlingen.

De 4^e Vlaamsche klas, te Aalst, telt 82 leerlingen.

Het personeel dat voor deze twee klassen behouden werd, bestaat uit :

Aalst :

6 officieren (met inbegrip van 1 geneesheer, 1 officier van administratie en 1 legeraalmoezenier);

8 onderofficieren;

2 korporaals;

5 leerars;

22 werklieden.

Namen :

1 officier;

3 onderofficieren;

1 leeraar.

(De klas gehecht aan de Fransche Kadettenschool bezigt, bovendien, het personeel dat voor deze inrichting voorzien is.)

Met ingang van het jaar 1935, zullen de Pupillenscholen heelemaal afgeschaft zijn. Men moet, evenwel, niet uit het oog verliezen dat een 6^e, 5^e en 4^e klas mag ingericht worden bij elke Kadettenschool voor een reeks boventallige leerlingen, welke onlangs ingericht werd, zooals gij hieronder zien zult, onder de rubriek Kadettenschool.

Als vergelding voor de afschaffing dier Middelbare Scholen, zullen 50 studiebeurzen ten bedrage van 500 frank, jaarlijks uitgeschreven worden voor elke afgeschafte middelbare school.

In 1934, werden 70 beurzen verleend.

Uw verslaggever heeft daarover bijzonderheden verstrekt in zijn verslag over de begroting van 1934.

Kadettenschool.

Leden van de bijzondere Commissie en talrijke collega's die niet tot deze Commissie behooren, hebben gevraagd welk, voor het oogenblik, het belang was der Kadettenscholen en of, nu er zoo scherp moet bezuinigd worden op de begroting, het behoud dezer Scholen nog te rechtvaardigen was.

Talrijke collega's zijn de meening toegedaan dat het Ministerie van Landsverdediging een groote besparing doen zou, door ze af te schaffen, zooals men terecht de pupillenscholen van het leger afgeschaft heeft.

De Kadettenscholen van het leger hebben hoofdzakelijk voor doel, aan sommige jonge lieuten de vereischte opvoe-

tion qui les rendent aptes à concourir au recrutement du cadre des officiers de l'armée.

Ces jeunes gens doivent appartenir à une des catégories ci-après :

a) Fils de militaires ou d'anciens militaires;
b) frères de militaires tués ou morts de blessures en services et par le fait du service et ne laissant pas de fils;

c) fils de magistrats, fonctionnaires, employés ou agents de l'administration publique;

d) fils de familles ayant au moins six enfants en vie (le nombre d'admission par famille est limité à deux):

Les Ecoles des Cadets comportent les classes de 3^e, 2^e et 1^{re} des athénées royaux.

L'admission a lieu au concours; une priorité est accordée aux fils de militaires de carrière en activité de service.

Le nombre maximum d'élèves est de 135 par Ecole des Cadets.

Le nombre effectif d'élèves est de 122 à l'Ecole des Cadets française (Namur) et de 84 à l'Ecole des Cadets flamande (Saffraenberg).

Outre la catégorie des élèves réguliers, il a été créé pour chacune des Ecoles des Cadets une catégorie spéciale d'élèves en surnombre.

Cette catégorie d'élèves est alimentée par les fils de militaires de carrière en activité de service appartenant à une garnison dépourvue d'athénée ou de section d'athénée ou n'y trouvant pas un athénée ou une section d'athénée du régime linguistique requis.

Pour cette catégorie d'élèves il peut éventuellement être créé une classe de 6^e, 5^e et 4^e.

Le nombre maximum d'élèves admis en surnombre par école est fixé à 10 pour la classe de 1^{re}, 15 pour la classe de 2^e, 20 pour la classe de 3^e, 35 pour la classe de 4^e, 30 pour la classe de 5^e et 25 pour la classe de 6^e.

Actuellement le nombre effectif d'élèves en surnombre est de 7 à l'Ecole des Cadets française (2 en 3^e, 2 en 4^e, 2 en 5^e, 1 en 6^e) et de 4 à l'Ecole des Cadets flamande (4 en 6^e).

Les élèves en surnombre ne sont pas appelés à contracter un engagement de volontaire de carrière à l'âge de 16 ans. Ils ne perçoivent aucune allocation. Les parents versent annuellement une pension de 1,275 francs. Ils remboursent en outre les frais de renouvellement et de réparations aux objets d'habillement ainsi que l'achat des livres et fournitures classiques.

Le personnel des Ecoles des Cadets de l'Armée se répartit comme suit :

Commandement supérieur à Bruxelles :

4 officiers (dont 1 officier d'administration);
5 sous-officiers.

Ecole des Cadets française à Namur :

1 officier commandant l'Ecole;

ding en opleiding te geven om mede te dingen bij de aanwerving van het kader der legerofficiëren.

Deze jongelieden moeten behooren tot een van de volgende reeksen :

a) Zoons van militairen of gewezen militairen;

b) Broeders van militairen gesneuvelde of gestorven aan kwetsuren opgelopen gedurende den dienst en tengevolge van den dienst en die geen zoons hebben;

c) Zoons van magistraten, ambtenaren, bedienden of beambten van openbare besturen;

d) Zoons uit gezinnen met tenminste zes kinderen in leven (er worden er slechts twee toegelaten per gezin).

De Kadettenscholen bevatten de 3^e, 2^e en 1^e klas der Koninklijke Athenaea.

De toelating geschiedt door middel van een prijskamp; voorrang wordt verleend aan de zoons van beroepsmilitairen in actieven dienst.

Het maximum aantal leerlingen bedraagt 135 per Kadettenschool.

Het werkelijk aantal leerlingen bedraagt 122 in de Fransche Kadettenschool (Namen) en 84 in de Vlaamsche Kadettenschool (Saffraenberg).

Benevens de reeks regelmatige leerlingen, werd in elke Kadettenschool een bijzondere reeks boventallige leerlingen ingericht.

In deze reeks leerlingen, worden zoons opgenomen van beroepsmilitairen in actieven dienst, die tot een garnizoen behooren, waar geen Athenaeum of een afdeeling van een Athenaeum bestaat, of waar geen Athenaeum of een afdeeling van een Athenaeum te vinden is met de vereischte taalregeling.

Voor deze reeks leerlingen mag, desnoods, een 6^e, 5^e en 4^e klas ingericht worden.

Het hoogste aantal leerlingen, dat als boventalligen mag aangenomen worden, werd vastgesteld op 10 voor de 1^e, 15 voor de 2^e, 20 voor de 3^e, 35 voor de 4^e, 30 voor de 5^e en 25 voor de 6^e klas.

Voor het oogenblik, bedraagt het werkelijk aantal boventallige leerlingen : 7 in de Fransche Kadettenschool (2 in de 3^e, 2 in de 4^e, 2 in de 5^e, 1 in de 6^e) en 4 in de Vlaamsche Kadettenschool (4 in de 6^e).

De boventallige leerlingen moeten geen verbintenis van beroepsvrijwilliger aangaan op den leeftijd van 16 jaar. Zij ontvangen geen vergoeding. De ouders storten jaarlijks 1,275 frank schoolgeld. Zij betalen, bovendien, de kosten terug voor het vernieuwen en herstellen van kleedingstukken, alsmede voor den aankoop van boeken en schoolbehoeften.

Het personeel van de Kadettenscholen bestaat uit :

Hooger bevel te Brussel :

4 officieren (waaronder 1 officier van administratie);
5 onderofficiëren.

Fransche Kadettenschool te Namen :

1 officier bevelhebber der school;

6 officiers instructeurs;
3 officiers professeurs;
1 officier médecin;
1 officier d'administration;
1 aumônier militaire;
14 sous-officiers;
3 caporaux;
14 professeurs civils;
37 ouvriers.

Ecole des Cadets flamande à Saffraenberg (St-Trond) :

1 officier commandant l'Ecole;
5 officiers instructeurs;
1 officier professeur;
1 officier médecin;
1 officier d'administration;
1 aumônier militaire;
11 sous-officiers;
3 caporaux;
10 professeurs civils;
35 ouvriers.

Des renseignements qu'a bien voulu donner M. le Ministre de la Défense Nationale, il résulte que le coût annuel d'un cadet peut être évalué à 10,000 francs en tenant compte du personnel, des bâtiments, de l'entretien, solde, logement, matériel scolaire, etc.

*
**

Votre rapporteur croit utile de faire remarquer que les Ecoles de Cadets ont produit des résultats satisfaisants pour l'armée, puisque, depuis 1919, 674 élèves issus des Ecoles des Cadets ont été admis à l'Ecole Militaire, 101 jeunes gens sont entrés aux universités et à l'Université Coloniale et qu'un très grand nombre d'élèves ayant suivi les Cours des Ecoles des Cadets sont devenus officiers par le cadre.

Mais, en dehors des résultats satisfaisants énumérés ci-dessus, il y a lieu d'émettre certaines considérations en faveur du maintien des Ecoles des Cadets.

Les particularités de la vie militaire rendent indispensable l'existence de l'Ecole des Cadets : changements de garnison imposés et périodes d'absence imposées par le service (camp, manœuvres, missions, etc.).

Ces particularités de la vie militaire sont en effet de nature à nuire à la surveillance de l'éducation et de l'instruction des enfants par le père de famille. Elles s'opposent aussi à ce point essentiel : la continuation des études dans un même établissement.

Ces raisons n'ont rien perdu de leur caractère impérieux, au contraire. Divers facteurs ont encore accentué ce caractère et ont même nécessité la création d'une catégorie spéciale, les élèves en surnombre dont j'ai fait mention ci-dessus.

La loi linguistique de l'enseignement (1932) peut placer les militaires envoyés dans une garnison ne comportant pas un athénée ou une section d'athénée du régime linguis-

6 officieren onderrichters;
3 officieren leeraars;
1 officier geneesheer;
1 officier van administratie;
1 legeraaimoezenier;
14 onderofficieren;
3 korporaaals;
14 burgerlijke leeraars;
37 werklieden.

Vlaamsche Kadettenschool te Saffraenberg (St-Truiden) :

1 officier bevelhebber der School;
5 officieren onderrichters;
1 officier leeraar;
1 officier geneesheer;
1 officier van administratie;
1 legeraaimoezenier;
14 onderofficieren;
3 korporaaals;
10 burgerlijke leeraars;
35 werklieden.

Uit inlichtingen welke de Minister van Landsverdediging heeft willen verstrekken, blijkt dat de jaarlijksche kosten van een kadet mogen geraamd worden op 10,000 frank, mits rekening te houden met het personeel, de gebouwen, het onderhoud, de soldij, de huisvesting, het schoolmaterieel, enz.

*
**

Uw verslaggever acht het nuttig er op te wijzen dat de Kadettenscholen bevredigende uitslagen voor het leger opgeleverd hebben vermits, sedert 1919, 674 leerlingen uit de Kadettenscholen toegelaten werden tot de Militaire School; 101 jonge lieden zijn overgegaan naar de Universiteit en de Koloniale Hoogeschool en dat een vrij groot aantal leerlingen die de leergangen der Kadettenscholen gevolgd hebben, officier geworden zijn in het kader.

Benevens de bevredigende uitslagen welke hooger opgesomd worden, kan men sommige overwegingen doen gelden voor het behoud van de Kadettenscholen.

Wegens den bijzonderen aard van het leger, is het bestaan van de Kadettenschool onmisbaar : voorgeschreven veranderingen van garnizoen en tijden van afwezigheid, tengevolge van den dienst (kamp, oefeningen, zendingen, enz.).

Inderdaad, deze omstandigheden zijn niet bevorderlijk voor het toezicht op de opvoeding en de opleiding van de kinderen door de gezinshoofden. Zij zijn tevens een hinderpaal voor dit gewichtig punt : de voortzetting der studien in dezelfde inrichting.

Deze redenen gelden thans misschien nog meer dan vroeger. Verscheidene factoren hebben ze nog verscherpt en zelfs de inrichting noodig gemaakt van een bijzondere reeks : de boventallige leerlingen, waarvan hooger sprake.

De taalwet op het onderwijs (1932) kan de militairen die overgeplaats worden naar een garnizoen waar geen athénæum of een afdeling van een athénæum bestaat met

lique requis, devant ce dilemme : ou obliger leurs enfants à changer de langue véhiculaire au cours de leurs études, ou les confier à un internat de la région qu'ils doivent quitter.

La création des garnisons-frontière complique encore le problème, beaucoup de ces garnisons ne comportant ni athénée, ni section d'athénée. Il fallait permettre aux fils des militaires désignés pour ces garnisons d'entreprendre même des études moyennes.

M. le Ministre estime que les écoles des cadets doivent être maintenues, non seulement parce qu'elles permettent de diminuer les gros inconvénients des fréquents changements de garnison de nos militaires de carrière, mais encore et surtout dans l'intérêt même de l'Armée.

Quels que soient la valeur et le nombre des candidats-officiers recrutés dans le civil — nombre essentiellement variable avec la prospérité des temps — nos cadets dont l'excellente préparation ne fut d'ailleurs jamais mise en doute, constitueront toujours pour l'Armée une garantie sûre de continuité dans le recrutement de son corps d'officiers.

**

Un membre de la Commission spéciale s'est plaint de l'insuffisance de la connaissance du flamand par certains officiers, et de la non-application rigoureuse de l'emploi des langues à l'armée ainsi que du recrutement régional.

M. le Ministre de la Défense nationale a bien voulu donner à ces remarques la réponse suivante :

1. — Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 7 novembre 1928, relative à l'usage des langues à l'armée, l'instruction complète du soldat se donne dans sa langue maternelle.

Toutes les dispositions de cette loi, ainsi que celles de la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative, sont intégralement appliquées à l'armée.

Les erreurs qui ont pu être commises dans cette application sont rares et elles ont toujours été immédiatement redressées. Je me plais à rendre hommage à cette occasion au loyalisme des officiers.

2. — La capacité des garnisons de chaque province ne correspond pas exactement au nombre de miliciens qu'elle peut fournir (voir ci-dessous).

Il s'ensuit que certaines provinces donnent un excédent de miliciens qui doit nécessairement être absorbé par les provinces où il y a pénurie.

Cette situation ne permet pas une application stricte du recrutement régional, mais tout est mis en œuvre pour s'en rapprocher le plus possible. Ci-dessous à titre d'information la répartition par province :

Provinces	Nombre de miliciens	Capacité de la garnison
Flandre Occidentale	4,831	2,375
Flandre Orientale	6,510	2,575
Anvers	6,366	7,890

de vereischte taatregeling, voor dit dilemma plaatsen : ofwel hun kinderen verplichten een andere voertaal aan te nemen, in den loop van hun studiën, ofwel ze toevertrouwen aan een kostschool in de streek welke zij moeten verlaten.

De inrichting van grensgarnizoenen heeft het vraagstuk nog ingewikkelder gemaakt, daar talrijke dezer garnizoenen noch athenaeum, noch afdeling van een athenaeum bezitten. Men moest dus de zoons van de militairen die voor deze garnizoenen aangewezen werden, in de gelegenheid stellen zelfs middelbare studiën te doen.

De Minister is van oordeel dat de Kadettenscholen moeten behouden blijven, niet alleen omdat zij toelaten de groote bezwaren te verlichten van de menigvuldige veranderingen van garnizoen van onze beroepsmilitairen, maar zulks vooral in het belang van het leger zelf.

Welke ook de waarde en het getal wezen van de kandidaten-officier welke aangeworven worden onder de burgerbevolking — een aantal dat inzonderheid beïnvloed wordt door omstandigheden van volkswelvaart — zullen onze kadetten wier de uitstekende voorbereiding nooit in twijfel getrokken werd, steeds voor het leger een waarborg zijn voor verzekerde aanwerving van officieren.

**

Een lid van de bijzondere Commissie heeft zich beklagd over de ontoereikende kennis van het Vlaamsch bij zekere officieren, en over de al te slappe toepassing van de wet op het taalgebruik in het leger alsmede van de gewestelijke indeeling.

De Minister van Landsverdediging heeft hierop het volgende antwoord gegeven :

1. — Overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 der wet van 7 November 1928, betreffende het taalgebruik in het leger, geschiedt de volledige opleiding van den soldaat in zijn moedertaal.

Al de bepalingen dezer wet, alsmede die van de wet van 28 Juni 1928 op het taalgebruik in bestuurszaken, worden integraal toegepast in het leger.

De vergissingen welke bij de toepassing mochten begaan zijn, zijn zeldzaam en worden steeds onmiddellijk hersteld. Ik breng hier, bij deze gelegenheid, gaarne hulde aan de oprechtheid der officieren.

2. — Het toelatingsvermogen van de garnizoenen van elke provincie beantwoordt niet juist aan het aantal miliciens, dat zij leveren kan (zie hieronder).

Hieruit volgt dat sommige provinciën een overschot van miliciens hebben, dat onvermijdelijk moet opgeslorpt worden door de provinciën waar er een tekort is.

Wegens dezen toestand, kan de gewestelijke indeeling niet gansch toegepast worden, maar er wordt niets verzuimd om deze zooveel mogelijk te benaderen. Hieronder, bij wijze van inlichting, de verdeling per provincie :

Provinciën	Aantal miliciens	Toelatingsvermogen van het garnizoen
West-Vlaanderen	4,831	2,375
Oost-Vlaanderen	6,510	2,575
Antwerpen	6,366	7,890

Limbourg	1,959	1,600
Liège.....	4,251	6,560
Namur	1,615	2,465
Hainaut	6,273	4,440
Luxembourg	1,261	1,430
Brabant	7,293	11,105

**

Plusieurs de nos collègues ont émis l'avis que le recrutement régional laissait à désirer et ils ont prié votre rapporteur de détailler dans la mesure du possible la façon dont le recrutement s'était effectué en 1934.

Vous verrez, Madame, Messieurs, dans les tableaux annexés à la fin de ce rapport, la répartition entre les corps et services des miliciens de la classe de 1934.

Votre rapporteur croit que les bureaux de recrutement ont appliqué consciencieusement la circulaire du 13 avril 1934, n° 119/7/59 et qu'il ne serait pas juste d'adresser à l'autorité responsable un reproche quelconque.

Les deux Flandres ont une capacité de garnison de 4,950 miliciens alors que le nombre de miliciens que ces deux provinces ont fournis est de 11,341.

Il y a donc un excédent de 6,391 miliciens qu'elles ne peuvent absorber et qu'il faut nécessairement affecter aux provinces voisines, notamment au Brabant et à Anvers où il y a pénurie de miliciens.

Le même fait se produit pour le Hainaut qui doit envoyer l'excédent de ces miliciens à Namur, Liège, et le Brabant, qui, lui, doit diriger des miliciens d'expression française et d'expression flamande pour les unités chargées d'assurer la couverture à la frontière de l'Est.

Nous avons tous reçu, quel que soit notre arrondissement, les doléances de quelques miliciens qui, bien que désignés par leur bureau de recrutement, pour la garnison qu'ils avaient demandée lors de l'incorporation, avaient reçu un ordre de rejoindre pour une garnison éloignée qui ne répondait plus à leur désir.

La chose, hélas ! doit fatalement se produire pour les raisons citées ci-dessus.

Au surplus, la lecture attentive des 6 tableaux mis en annexe vous expliquera mieux que des phrases pourquoi ces faits sont inévitables.

Mais on peut dire, en règle générale, que les miliciens n'ont pas à se plaindre de la façon équitable dont la répartition se fait et que Flamands et Wallons sont également traités dans un même sentiment de justice.

**

Dans le rapport qu'il a eu l'honneur d'établir l'an dernier sur le budget de 1934, votre rapporteur a donné des détails sur l'effort consciencieux et continu que le Département de la Défense nationale avait fait au cours d'une année pour intensifier la consommation par l'armée des produits de la culture indigène et de la colonie.

Limburg.....	1,959	1,600
Luik	4,251	8,560
Namen	1,615	2,465
Henegouwen	6,273	4,440
Luxemburg	1,261	1,430
Brabant	7,283	11,105

**

Verscheidene collega's waren van oordeel dat de gewetelijke indeeling te wensen overliet en zij hebben tot uw verslaggever het verzoek gericht, in de mate van het mogelijke, bijzonderheden te verstrekken over de indeeling van 1934.

In de tabellen opgenomen in de bijlagen van dit verslag, zult gij den omslag vinden van de miliciens der klas van 1934, over de korpsen en diensten.

Uw verslaggever is van meening dat de wervingskantoren nauwgezet den omzendbrief van 13 April 1934 n° 119/7/59 toegepast hebben en dat het onbillijk zijn zou eenig verwijt te richten tot de verantwoordelijke overheid.

In beide Vlaanderen, kunnen 4,950 miliciens in garnizoen opgenomen worden, dan wanneer het getal miliciens van die twee provinciën 11,341 bedraagt.

Er is dus een overschot van 6,391 miliciens die er nergens plaats vinden en die dus noodzakelijk bestemd moeten worden voor de aangrenzende provinciën, inzonderheid Brabant en Antwerpen, waar te weinig miliciens zijn.

Dezelfde toestand doet zich voor, in Henegouwen, waar de overblijvende miliciens aangeduid worden voor Namen en Luik, — en in Brabant, hetwelk de miliciens van Franse expressie en van Vlaamsche afkomst moet sturen naar de eenheden belast met de verdediging van de Oostergrens.

Wie van ons, van hetzij welk arrondissement, heeft de klachten niet moeten aanhooren van enkele miliciens die, alhoewel door de wervingsburelen aangeduid voor het garnizoen dat zij bij de inlijving hadden aangevraagd, een oproepingsbevel ontvangen hebben voor een ver verwijderd garnizoen dat aan hun verlangen niet beantwoordt.

Zulk geval moet zich fataal voordoen, wegens de hooger aangehaalde redenen.

Daarenboven, zal de aandachtige lezing van de 6 in de bijlage voorkomende tabellen, u beter dan door woorden doen inzien, waarom dit alles onvermijdelijk is.

Doch over 't algemeen mag worden gezegd, dat de miliciens geen reden tot klagen hebben, wegens de wijze waarop de verdeling geschiedt, en dat Vlamingen en Walen op gelijken voet en op rechtmatige wijze behandeld worden.

**

In het verslag dat hij de eer had, verleden jaar, over de begroting voor 1934 in te dienen, heeft uw verslaggever uitvoerige inlichtingen verschaft, betreffende het gewetensvol en aanhoudend streven van het Departement van Landsverdeling, gedurende één jaar, om het verbruik, in het leger, van inlandsche en koloniale landbouwproducten te vergrooten.

Cet effort n'a pas cessé : il s'est développé au contraire; et je regrette, pour ceux de nos collègues du Sénat et de la Chambre que la chose intéresse plus spécialement, et aussi pour l'édification de nos agriculteurs, de ne pas pouvoir publier, dans tous leurs détails encourageants, les résultats des adjudications multiples faites depuis l'an dernier.

Qu'il soit permis toutefois à votre rapporteur d'émettre l'avis que les résultats seraient infiniment meilleurs encore pour l'Agriculture belge, si la Presse agricole et nos grands journaux quotidiens actuellement si répandus dans les campagnes, publiaient régulièrement, en temps opportun, la date des adjudications annoncées par le Département de la Défense Nationale. Votre rapporteur ajoute aussi que beaucoup d'agriculteurs pourraient s'entendre entre eux pour la constitution de lots moyens en froment, avoine, paille, foin, etc., et qu'ils devraient surtout soigner davantage la présentation des denrées.

Un membre de la Commission spéciale avait posé la question suivante :

Pourquoi, en présence de la situation faite à notre agriculture par la crise mondiale, n'envisagerait-on pas l'achat exclusif de viande indigène à l'armée ?

Je suis persuadé que par une réorganisation de l'achat du bétail par l'intendance, l'abatage dans des abattoirs de l'armée comme avant la guerre, l'utilisation de viandes de pores dans l'alimentation du soldat, la question de prix que l'on objecte serait résolue.

Mêmes observations pour la fourniture d'avoine.

La rénovation économique du pays nous apparaît comme la partie la plus importante du programme actuel du Gouvernement.

Nul n'ignore que l'agriculture belge souffre essentiellement de la crise, de la vente de sa production sous le prix de revient.

Nul n'ignore au surplus que notre marché intérieur est à la merci d'agressions étrangères répétées et de procédés commerciaux équivoques. Une commission du commerce intérieur a été créée dans le but de lutter contre le dumping.

Il ne se conçoit pas dès lors que l'armée ne s'approvisionne pas de produits belges sur le marché national. Une faible partie seulement de la viande nécessaire à l'alimentation du soldat s'achète sur le marché belge.

Votre rapporteur croit que notre honorable collègue n'est pas bien renseigné sur les dispositions prises par le Département de la Défense Nationale à ce sujet, et sur les quantités de froment, avoine, paille, foin, graisse, margarine indigènes, etc., achelées au cours de ces deux dernières années.

En s'adressant directement au lieutenant général inspecteur général des Services de l'Intendance, il pourrait obtenir de suite tous les renseignements demandés.

Quoi qu'il en soit, M. le Ministre de la Défense Nationale s'est empressé de répondre ce qui suit :

Die poging werd niet stop gezet : zij heeft, integendeel, uitbreiding genomen; en het spijt mij, voor onze collega's van Kamer en Senaat, wien de zaak meer bijzonder aanbelangt, en ook tot voorlichting van onze landbouwers, dat ik in niet genoeg bijzonderheden kan treden om de aanmoedigende uitslagen bekend te maken van de menigvuldige aanbestedingen die, sedert verleden jaar, plaats grepen.

Dat het uw verslaggever nochtans gegund zij er op te wijzen dat de uitslagen nog veel gunstiger zouden zijn voor den Belgischen landbouw, indien de Landbouwers en onze groote dagbladen, thans zoo verspreid op den buiten, regelmatig en te gepasten tijde, de datums mededeelden van de aanbestedingen aangekondigd door het Departement van Landsverdediging. Uw verslaggever voegt er nog aan toe, dat vele landbouwers zich met elkander zouden moeten verstaan voor de samenstelling van gemiddelde partijen tarwe, haver, stroo, hooi, enz., en dat zij vooral het uitzicht van hunne waar beter zouden moeten verzorgen.

Een lid van de bijzondere Commissie had volgende vraag gesteld :

Waarom wordt, ten overstaan van den toestand waarin onze landbouw zich bevindt ten gevolge van de wereldcrisis, de mogelijkheid niet onderzocht van den uitsluitenden aankoop, van het leger, van inlandsch vleesch ?

Ik ben er van overtuigd, dat mits eene herinrichting van den aankoop van vee door de intendance, het slachten in de slachtplaatsen van het leger, zooals vóór den oorlog, het aanwenden van varkensvleesch in de voeding van den soldaat, de prijkskestie, welke men thans opwerpt, opgelost zou zijn.

Zelfde bemerkingsen wat betreft de levering van haver.

De economische heropbeuring des lands, lijkt ons het voornaamste gedeelte van het programma der huidige Regeering.

Iedereen weet, dat de Belgische landbouw zeer onder de crisis heeft te lijden, doordat hare voortbrengselen beneden den kostprijs aan den man worden gebracht.

Elkeen weet, daarenboven, dat onze binnenlandsche markt blootgesteld is aan den vreemde en aan verdachte handelsgebruiken. Eene commissie voor den binnenlandischen handel is in het leven geroepen om de dumping te bestrijden.

Men zou dan ook niet begrijpen waarom het leger geene Belgische producten zou aankopen op de Nationale markt. Slechts eene geringe hoeveelheid van het vleesch noodig voor de voeding van den soldaat, wordt op de Belgische markt aangekocht.

Uw verslaggever meent dat onze achtbare collega niet goed is ingelicht omtrent de schikkingen hieromtrent getroffen door het Departement van Landsverdediging, en omtrent de hoeveelheden inlandsche tarwe, haver, stroo, hooi, vet, margarine, enz., die door het Departement gekocht werden, in den loop der laatste twee jaren.

Zoo hij zich rechtstreeks gericht had tot den Luitenant-generaal Inspecteur-generaal van de Diensten der Intendance, kon hij onmiddellijk al de gevraagde inlichtingen bekomen.

Wat er van zij, de heer Minister van Landsverdediging heeft ons geantwoord :

L'Armée consomme à l'heure actuelle 50 p. c. de viande congelée de provenance étrangère et 50 p. c. de viande fraîche du pays.

La viande fraîche a toujours été et est encore d'un prix plus élevé que la viande congelée : la décision de faire consommer 50 p. c. de viande fraîche en place de viande congelée par l'Armée a nécessité en 1935 une majoration de crédits de l'ordre de 4,500,000 francs.

D'autre part, pour des motifs de mobilisation, il est indispensable de ne pas laisser sombrer l'industrie belge du froid, menacée de ruine certaine par suite de la contraction de consommation des viandes congelées importées : les installations frigorifiques sont en effet nécessaires en temps de guerre parce que l'Armée et la population ne pourraient vivre longtemps sur les réserves en viande du pays sans provoquer une destruction rapide et irrémédiable du cheptel national. De plus, la consommation par l'Armée de viande congelée, ne peut être supprimée totalement eu égard aux nécessités qu'imposent la constitution et le renouvellement d'un stock de viande qui doit parer aux difficultés inhérentes aux premiers jours de la mobilisation.

L'Armée utilise de l'avoine indigène et de l'avoine exotique. Toutefois la préférence est donnée systématiquement à l'avoine indigène : en effet cette préférence joue chaque fois que les avoines indigènes sont offertes au même prix ou à un prix ne dépassant pas de 6 p. c. (5 p. c. prévu au cahier des charges sur la matière et 1 p. c. pour allocations familiales par la loi) celui des avoines exotiques. Il convient de remarquer que l'agriculteur est exonéré, pour ses fournitures directes à l'Armée, de la taxe de transmission de 5 p. c., de sorte que, en réalité, les avoines indigènes sont effectivement préférées aux avoines exotiques chaque fois que l'écart de prix susmentionné ne dépasse pas 11 p. c.; cette façon de procéder crée naturellement des charges supplémentaires pour le Trésor.

Normalement l'Armée s'approvisionne donc largement en avoine du pays, mais il faut tenir compte du fait qu'il serait difficile d'exclure toute fourniture d'avoine exotique à l'Armée sous peine de faire monter démesurément les prix des avoines indigènes, lesquelles ne couvrent pas toujours la totalité des besoins du pays. Il est à remarquer que, à partir d'une date qui dépend de l'importance et de la qualité de la récolte précédente, date qu'on peut situer vers février-mars, l'Armée ne trouve plus les avoines indigènes en suffisance pour couvrir ses besoins. Le fait se renouvelle chaque année et se constate jusqu'à l'époque de la soudure, soit jusque vers la fin d'août.

*
**

Au cours de la discussion générale sur le budget, un membre a émis de façon fort réservée des observations sur l'aviation militaire, sur les accidents mortels qui se sont produits depuis janvier 1934, sur les causes de ces accidents et sur les enquêtes auxquelles ils avaient donné lieu. Il s'est parfois dit à mots couverts que certains abus avaient pu se produire et que des malfaçons graves auraient été constatées.

Het Leger verbruikt thans 50 t. h. bevroren vleesch uit den vreemde en 50 t. h. versch inlandsch vleesch.

Het versch vleesch was steeds en is thans nog duurder dan het bevroren vleesch : het besluit 50 t. h. versch vleesch te doen verbruiken door het Leger in plaats van bevroren vleesch, maakt in 1935 een verhooging van kredieten noodzakelijk ten beloope van 4,500,000 frank.

Anderzijds, is het om redenen van mobilisatie, onontbeerlijk de Belgische koel-industrie die met ondergang bedreigd wordt, wegens het verminderd verbruik van ingevoerd bevroren vleesch, niet te laten vergaan : de koelinstallaties zijn inderdaad noodzakelijk in oorlogstijd, omdat het Leger en de bevolking niet lang zouden kunnen teren op de vleesch-reserves van het land, zonder den nationalen veestapel spoedig en onherstelbaar uit te roeien. Daarenboven, kan het verbruik door het Leger van bevroren vleesch niet volledig afgeschaft worden, met het oog op de noodzakelijkheid een vleesch-stock samen te stellen en te vernieuwen, met het oog op de moeilijkheden van de eerste dagen der mobilisatie.

Het Leger verbruikt inlandsche en buitenlandsche haver. Echter wordt stelselmatig de voorkeur gegeven aan de inlandsche haver : inderdaad, deze heeft de voorkeur tekenens zij wordt aangeboden tegen denzelfden prijs of tegen een prijs welke dien der buitenlandsche haver met geen 6 t. h. (5 t. h. voorzien in het lastenboek en 1 t. h., door de wet, voor gezinsvergoedingen) overtreft. Er dient te worden opgemerkt dat de landbouw, voor zijn rechtstreeksche leveringen aan het Leger, wordt vrijgesteld van de overdrachtbelasting van 5 t. f., zoodat in werkelijkheid de inlandsche haver de voorkeur heeft op de buitenlandsche haver, telkens het verschil in prijs 11 t. h. niet overtreft : deze handelwijze brengt natuurlijk bijkomende lasten mee voor de Schatkist.

Normaal, maakt het Leger dus een ruim gebruik van inlandsche haver, doch er dient ook rekening te worden gehouden met het feit dat het moeilijk zou zijn de levering van buitenlandsche haver aan het Leger volledig uit te sluiten, omdat dit de prijs der inlandsche haver, die niet steeds volstaat om in al de behoeften van het land te voorzien, uitermate zou doen stijgen. Er dient opgemerkt dat, vanaf een zekeren datum die afhangt van de belangrijkheid en de hoedanigheid van den vorigen oogst, datum dien men kan stellen rond Februari-Maart, het Leger geen voldoende inlandsche haver meer vindt om in zijn behoeften te voorzien. Het feit doet zich telken jare voor en duurt tot den nieuwen oogst, dit is tot rond einde Augustus.

*
**

Bij de algemeene behandeling van de begroting, heeft een lid op zeer omzichtige wijze enkele bemerkingen geuit betreffende de militaire luchtvaart, over de doodelijke ongevallen die zich sedert Januari 1934 voordeden, over de oorzaken dier ongevallen en over het onderzoek dat dienangaande werd ingesteld. Soms werd gezinspeeld, dat zekere misbruiken zich zouden voorgedaan hebben en dat ernstige knoeierijen aan het licht zouden zijn gekomen.

Il y a eu, en 1934, 8 accidents mortels entraînant, hélas ! la mort de 10 hommes vaillants.

Il y a eu, au cours de cette même année, 9 blessés, 31 accidents matériels, 9 avions complètement détruits et 1 avion déclassé non seulement parce qu'il avait été accidenté, mais surtout parce qu'il était d'un type périmé.

Les causes des accidents sont diverses : circonstances atmosphériques, atterrissages en campagne, fautes de pilotage, collisions en vol, collisions au sol, atterrissages brusques, etc., et défaut de matériel.

M. le Ministre de la Défense nationale a bien voulu compléter ces renseignements en disant qu'aucun accident grave n'est classé sans suite.

Chaque accident aéronautique grave fait l'objet d'une enquête judiciaire par l'Auditeur militaire, et technique par une Commission des accidents.

Des sanctions sont prises éventuellement vis-à-vis des responsables quand une faute est nettement établie.

La justice (Auditeur militaire) s'est occupée des accidents dus à des défauts de matériel au même titre que ceux dus à d'autres causes.

Il n'y a eu aucun abus.

Si aucun renseignement n'a été fourni à l'extérieur par la Défense nationale, au sujet des accidents, c'est précisément parce que l'autorité judiciaire militaire était chaque fois intervenue et qu'il ne nous appartenait de préjuger de sa décision.

*
**

Plusieurs de nos collègues ont prié votre rapporteur de demander instamment à M. le Ministre de la Défense nationale pourquoi l'indemnité due aux soldats astreints à plus de huit mois de service n'était pas payée plus régulièrement.

M. le Ministre s'est empressé de répondre ce qui suit :

La loi du 23 décembre 1934, publiée au *Moniteur belge* le 19 janvier 1935, a modifié la loi coordonnée sur la milice en ce qui concerne l'octroi des indemnités de deux cents francs et de cent francs prévues pour les miliciens ; elle n'a maintenu des droits à ces indemnités que si le milicien, son épouse, ses parents ou autres bénéficiaires ne sont pas soumis à l'impôt complémentaire personnel ou si les ressources cumulées des uns et des autres, telles qu'elles sont définies à l'article 10b de la dite loi sur la milice, ne dépassent pas les 2/3 des maxima fixés au littéra a) du même article.

L'application de ces dispositions nécessite l'intervention de l'administration des contributions, en l'occurrence les contrôleurs des contributions seuls fonctionnaires à même de délivrer un certificat permettant au Département

en 1934, deden zich 8 doodelijke ongevallen voor, welke, eilaas ! het leven kostten aan 10 dappere mannen.

Tijdens dit zelfde jaar, tekde men 9 gekwetsten, 31 stofelijke ongevallen, 9 vliegtuigen geheel vernield, en 1 vliegtuig dat buiten gebruik werd gesteld, niet alleen omdat het een ongeval had veroorzaakt, maar vooral omdat het van een verouderd type was.

De oorzaken van die ongevallen zijn verschillend : weersgesteldenis, landing in het veld, vergissingen bij het sturen, botsingen in volle vlucht, botsingen op vasten grond, plotselinge landingen, enz., en ook defect materieel.

De heer Minister van Landsverdediging heeft die inlichtingen wel willen aanvullen met de verklaring, dat geen enkel ernstig ongeval zonder gevolg wordt geklasseerd.

Elk luchtvaartongeval wordt aan een rechterlijk onderzoek onderworpen door den Krijgsauditeur, en aan een technisch onderzoek, door een Ongevallencommissie.

Gebeurtlijk, worden strafmaatregelen getroffen ten laste van die verantwoordelijk zijn, wanneer zij volkomen in gebreke worden bevonden.

Het gerecht (Krijgsauditeur) heeft zich bezig gehouden met de ongevallen te wijten aan defect materieel, zoowel als met die welke andere oorzaken hadden.

Geen enkel misbruik heeft zich voorgedaan.

Indien de Landsverdediging geen enkele inlichting aan het publiek heeft verstrekt, aangaande die ongevallen, spruit dit juist voort uit het feit dat de militaire rechterlijke overheid telkens tusschengekomen was en dat wij niet gemachtigd waren om voorbarig hare beslissing te beoordeelen.

*
**

Verschillende onzer collega's hebben gevraagd dat uw verslaggever bijzonder zou aandringen bij den heer Minister van Landsverdediging, om te weten te komen waarom de vergoeding, verschuldigd aan de soldaten die meer dan acht maanden dienst moeten doen, niet regelmatig werd uitbetaald.

De Minister heeft ons dadelijk volgend antwoord gestuurd :

Door de wet van 23 December 1934, verschenen in den « *Moniteur Belge* » van 19 Januari 1935, werden wijzigingen gebracht aan de samengeordende wet op de milicie, wat betreft het verleenen der vergoedingen van twee honderd en honderd frank die voorzien werden voor de miliciens ; zij heeft het recht op deze vergoedingen slechts behouden, indien de milicien, zijne echtgenoot, zijne ouders of andere begunstigen niet onderhevig zijn aan de bijkomende personeele belasting of indien de samengevoegde inkomsten van de eenen en de anderen, zooals die bij artikel 10b van gezegde wet op de milicie zijn bepaald, de twee derden niet overschrijden van de bij littera a) van hetzelfde artikel bepaalde maxima.

De toepassing van deze bepalingen vereischt de tusschenkomst van het bestuur der belastingen, in dit geval van de contrôleurs der belastingen die alleen bevoegd zijn een getuigschrift af te leveren dat aan het Departement van

de la Défense nationale de statuer au sujet des droits éventuels aux indemnités dont il s'agit.

De nouvelles modalités de paiement ont donc dû être élaborées d'accord avec le Département des Finances (Administration des Contributions). Elles seront publiées incessamment.

Les nouvelles instructions prévoient les mesures utiles à prendre pour que le paiement puisse être effectué normalement aux miliciens astreints d'accomplir plus de 8 mois de service ou dans le plus bref délai au profit des miliciens dont les droits seraient déjà échus.

**

Un membre a émis l'avis que le crédit affecté à l'article 8 du budget pour les indemnités prévues par la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service (5,000,000 de francs) était insuffisant et qu'il devrait sans doute être doublé.

Le Département de la Défense nationale ne possède aucun élément permettant une estimation quelconque des crédits qui seront nécessaires pour couvrir les dépenses à résulter du paiement des indemnités de 200 francs et de 100 francs.

L'octroi de ces indemnités est soumis à des conditions d'ordre fiscal au sujet desquelles aucune précision ne peut être obtenue. Les paiements qui seront effectués en 1935 serviront de base aux évaluations des dépenses à venir.

**

Comme l'an dernier et comme maintes fois précédemment, des membres de la Commission spéciale se sont occupés des dépenses de l'Institut cartographique militaire.

Si la chose vous intéresse, Madame, Messieurs, votre rapporteur vous engage à revoir les rapports des années antérieures sur le budget de la Défense nationale et spécialement celui de 1934.

Nos collègues se font l'écho des protestations réitérées des industriels du livre, des imprimeurs et des éditeurs civils, tous contribuables lourdement frappés, qui continuent à nous demander de faire cesser la concurrence qui leur est faite par l'établissement militaire en question.

Le Département de la Défense nationale n'a pu, hélas ! changer d'avis et il a répondu qu'aucune modification n'était possible, car celle-ci ne pourrait résulter que de l'abandon, par l'Institut cartographique militaire, de toute activité étrangère à celle définie.

Il fournit actuellement à l'Office Central des Imprimés, constitué entre les divers départements ministériels, parce que l'Etat y trouve une économie budgétaire.

En dehors de cela, il ne fournit que dans des cas spéciaux, lorsqu'il est seul outillé pour répondre aux besoins qui lui sont signalés et à l'exclusion de tout but de lucre.

Cette réponse ne donnera évidemment satisfaction à aucun de nos collègues qui ont de nouveau soulevé la ques-

Landsverdediging toelaat besluiten te treffen omtrent het gebeurlijk recht op deze vergoedingen.

Nieuwe wijzen van betaling moesten dus worden opge maakt, in overeenstemming met het Département van Financiën (Bestuur der Belastingen). Zij zullen eerstdaags verschijnen.

De nieuwe onderrichtingen voorzien de te nemen maatregelen, opdat de uitbetaling normaal zou kunnen geschieden aan de miliciens die tot meer dan 8 maanden dienst gehouden zijn of, in den korst mogelijken tijd, ten voordeele der miliciens wien recht reeds zou vervallen zijn.

**

Een lid drukte de meening uit, dat het krediet ingeschreven in artikel 8 der Begrooting, voor de vergoedingen voorzien bij de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen (5,000,000 frank) ontoereikend was en waar schijnlijk moest verdubbeld worden.

Het Departement van Landsverdediging heeft geen enkel gegeven in zijn bezit, dat toelaat de kredieten te schatten, die noodig zullen zijn om de uitgaven te dekken, welke zullen voortspruiten uit de betaling der vergoedingen van 200 en 100 frank.

Het verleen van deze vergoedingen is onderworpen aan fiskale voorwaarden waaromtrent geen enkele nadere aaudduiding kan bekomen worden. De uitbetalingen die in 1935 zullen plaats hebben, zullen als basis dienen voor de schatting der toekomstige uitgaven.

**

Zooals verleden jaar en meermaals in 't verleden, hielden leden der bijzondere Commissie zich bezig met de uitgaven van het militair Cartografisch Instituut. Zoo gij er belang in stelt, Mevrouw, Mijne Heeren, zet uw verslaggever u aan de verslagen van vroegere jaren over de Begrooting van Landsverdediging na te zien, en bijzonder dit van 1934.

Onze collega's dienen als tolk van de herhaalde klachten der industrieelen van het boek, der burgerlijke drukkers en uitgevers, allen zwaar getroffen belastingsplichtigen die ons maar steeds vragen de mededinging te doen ophouden. Die hun wordt aangedaan door de besproken Militaire Inrichting.

Het Departement van Landsverdediging heeft, eilaas, zijn meening niet kunnen wijzigen en heeft geantwoord dat niet de minste bezuiniging mogelijk was, want deze zou slechts kunnen plaats hebben, zoo het Militair Cartografisch Instituut vaarwel zegde aan elke andere bedrijvigheid dan deze die bepaald werd.

Het levert thans aan het Centraal Bureau voor Drukwerk — dat werd opgericht voor de onderscheiden ministerieele departementen, — omdat dit voor den Staat een bezuiniging uitmaakt.

Hierbuiten, levert het slechts in bijzondere gevallen, wanneer het alleen uitgerust is om de vereischten te vervullen, die gesteld worden en buiten elk winstbejag.

Dit antwoord zal natuurlijk geen voldoening schenken aan onze collega's die het vraagstuk opnieuw hebben op-

tion, pas plus qu'elle ne satisfera les industriels du livre et les imprimeurs.

Mais nous devons nous incliner puisqu'il s'agit surtout pour l'Etat d'une économie budgétaire.

**

Et puisque votre rapporteur vient de traduire un mécontentement, il en ajoute un autre qui n'est pas plus nouveau que le précédent.

Des membres de la Commission ont protesté derechef avec une certaine mauvaise humeur contre l'habitude prise de présenter le budget extraordinaire séparément du budget ordinaire.

M. le Ministre a fait remarquer à votre rapporteur qu'en cette matière, l'initiative appartient non pas au Ministre de la Défense nationale, mais au Gouvernement. Celui-ci a présenté le budget de la Défense nationale ainsi que celui des recettes et des dépenses extraordinaires devant le Sénat.

Au moment de discuter le budget ordinaire les membres de la Commission de l'Armée possèdent le projet de budget extraordinaire puisque ce dernier a été distribué depuis le 27 février à tous les membres du Parlement.

**

Jusqu'à la dernière minute, Madame, Messieurs, votre rapporteur a attendu les questions que plusieurs membres de la Commission spéciale avaient promis de lui envoyer sans retard. Il eut été heureux de pouvoir donner satisfaction à tous ses collègues de la Commission en leur répondant dans ce rapide travail. Hélas ! rien ne lui est parvenu à la date du 9 avril, jour où il doit donner à ses collègues lecture de son rapport à la Commission spéciale. Dans ces conditions, il se voit obligé, à son vif regret, de vous remettre un rapport tout à fait incomplet et il s'en excuse.

Le travail parlementaire fait dans de semblables conditions est extrêmement pénible pour celui qui, aimant les vastes questions qu'il a mission de traiter, et convaincu des responsabilités qu'il assume en acceptant de remplir la mission que lui confient ses collègues, doit, en moins de quatre jours, établir un rapport sur un budget de pareille importance, et cela au moment où la Nation tout entière, et avec beaucoup de sagesse et de raison, se préoccupe de la Défense Nationale et de la sécurité de nos frontières.

Votre rapporteur émet l'espoir de ne plus se trouver dans pareille situation à l'avenir, mais d'être mis, au contraire, ainsi qu'il le fut presque chaque année pendant quatorze ans déjà, à même de présenter à ses collègues de la Chambre un travail sérieux, étudié, contrôlé, approfondi et détaillé.

Votre rapporteur se permet d'exprimer également l'espoir — d'accord avec la majeure partie de ses honorables collègues de la Commission de la Défense Nationale, que celle-ci ne tardera pas à reprendre son activité et ses visites dans les divers établissements de l'Armée. Il est bon que

geworpen, evenmin als het de industrieelen van het boek en de drukkers zal voldoen.

Doch wij zullen wel moeten toegeven, vermits het vooral voor den Staat een bezuiniging beteekent op de begrooting!

**

En vermits uw verslaggever juist een mistevredenheid heeft weêrgegeven, voegt hij er nog eene bij die, evenmin als de vorige, nieuw is.

Leden van de Commissie hebben opnieuw, en niet zonder eenige bitterheid, verzet aangeleekend tegen de aangenomen gewoonte de buitengewone begrooting in te dienen, afzonderlijk van de gewone begrooting.

De heer Minister deed uw verslaggever opmerken dat, in dit opzicht, niet de Minister van Landsverdediging doch de Regeering initiatief moest nemen. Deze heeft de begrooting van Landsverdediging evenals die der buitengewone ontvangsten en uitgaven bij den Senaat ingediend.

Wanneer zij de gewone Begrooting bespreken, hebben de leden der Legercommissie het ontwerp van buitengewone Begrooting in hun bezit, vermits dit laatste sedert 27 Februari aan al de leden van het Parlement werd rondgedeeld.

**

Tot het laatste oogenblik, Mevrouw, Mijne Heeren, heeft uw verslaggever gewacht op de vragen welke verschillende leden der bijzondere Commissie beloofd hadden zonder verwijl te sturen. Hij ware gelukkig geweest aan al zijne collega's der Commissie te kunnen voldoening schenken, door hun, in dit haastig verslag, van antwoord te dienen. Eilaas, op 9 April, 's daags vóórdat hij in de bijzondere Commissie zijn verslag moet voorlezen, is hem nog niet toegekomen. In die omstandigheden, is hij tot zijn groot spijt verplicht U een onvolledig verslag voor te leggen en hij verontschuldigt er zich om.

Het parlementair werk is in zulke omstandigheden uiterst pijnlijk voor hem die — terwijl hij de groote vraagstukken lief heeft welke hij moet behandelen en zich bewust is van de verantwoordelijkheid welke hij op zich neemt, door de zending te aanvaarden die zijn collega's hem toevertrouwen — op minder dan 4 dagen, een verslag moet opmaken over een zoo belangrijke begrooting, en dit op het oogenblik waar de gansche natie, met veel wijsheid en verstand, zich bezig houdt met de Landsverdediging en de bescherming onzer grenzen.

Uw verslaggever drukt de hoop uit, in de toekomst, niet meer voor dergelijken toestand te staan, doch integendeel in staat te zijn, zooals haast elk jaar, sedert 14 jaren reeds, zijn collega's der Kamer een ernstig, bestudeerd, gecontroleerd, uitgediept en uitgewerkt verslag voor te leggen.

Uw verslaggever durft insgelijks de hoop uitdrukken, in overeenstemming met de groote meerderheid zijner collega's der Commissie van Landsverdediging, dat deze niet zal talmen om hare bedrijvigheid en hare bezoeken aan de legerinrichtingen te hernemen. Het is goed dat al de

tous les membres de la Commission de la Défense Nationale aient vu sur place et connaissent parfaitement les choses dont ils ont accepté la mission de s'occuper plus spécialement. Les visites faites par la Commission ont été fécondes en heureux résultats : elles ont écarté beaucoup d'appréhensions de plusieurs de nos collègues : elles ont permis parfois de redresser certaines erreurs légères; elles nous ont mis à même aussi de constater l'effort consciencieux et soutenu de tous ceux qui, du haut au bas de l'échelle, ont la redoutable mission de veiller à la sécurité de la Nation et d'assurer en tout temps, et dans tous les domaines, l'emploi judicieux des crédits qui leur sont confiés par le Parlement.

Votre rapporteur remercie chaleureusement M. le Ministre de la Défense Nationale et les officiers de son Cabinet qui ont bien voulu faciliter si largement sa tâche, et répondre avec tant de promptitude et de précision aux questions rapides qui leur avaient été posées dans la hâte des circonstances.

Le Budget de la Défense Nationale a été adopté par 9 voix contre 2 et 5 abstentions.

Le Rapporteur,

P. de BURLET.

Le Président,

L. MUNDELEER.

leden der Commissie van Landsverdediging de zaken welke zij inzonderheid hebben aanvaard te behartigen, ter plaatse gezien hebben en volmaakt kennen.

De bezoeken, afgelegd door de Commissie, hebben gunstige uitslagen opgeleverd : zij hebben de beduchtheid van vele onzer collega's zeer doen verminderen; zij hebben ook toegelaten, sommige kleine vergissingen te herstellen; zij hebben ons ook in de mogelijkheid gesteld, vast te stellen welke gewetensvolle en aanhoudende krachtsinspanning wordt gedaan door al degenen die, van den hoogsten tot den laagsten trap van de hiërarchie, de schrikwekkende taak hebben, over de veiligheid der natie te maken, en die, te allen tijde, en op elk gebied, de goede aanwending moeten verzekeren van de kredieten die hen door het Parlement worden toevertrouwd.

Uw verslaggever dankt hartelijk den heer Minister van Landsverdediging en de Officieren van zijn Kabinet, die hem de taak zoo hebben vergemakkelijkt en die zoo snel en zoo stipt de vragen hebben beantwoord, die hun overhaast werden gesteld, gezien de dringende omstandigheden.

De Begroting van Landsverdediging werd goedgekeurd met 9 stemmen voor en 2 tegen, mits 5 onthoudingen.

De Verslaggever,

P. de BURLET.

De Voorzitter,

L. MUNDELEER.

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1934-1935	(Annexe) N° 115 (Bijlage)		Zittingsjaar 1934-1935
N° 4XIII : BUDGET.	SEANCE du 9 avril 1935	VERGADERING van 9 April 1935	BEGROOTING N° 4XIII.

BUDGET
du Ministère de la Défense Nationale
pour l'exercice 1935.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
PAR M. de BURLET.

ANNEXE

**Répartition des miliciens de 1934
entre les corps et services.**

La répartition des miliciens de 1934 entre les corps et services se fera conformément aux indications des six tableaux ci-joints :

Tableau A. — Miliciens astreints à douze ou treize mois de service et ayant demandé à recevoir l'instruction militaire en français.

Tableau B. — Miliciens astreints à douze ou treize mois de service et ayant demandé à recevoir l'instruction militaire en flamand.

Tableau C. — Miliciens astreints à douze ou treize mois de service et ayant demandé à recevoir l'instruction militaire en allemand.

Tableau D. — Miliciens astreints à huit mois de service et ayant demandé à recevoir l'instruction militaire en français.

Tableau E. — Miliciens astreints à huit mois de service et ayant demandé à recevoir l'instruction militaire en flamand.

Tableau F. — Miliciens astreints à huit mois de service et ayant demandé à recevoir l'instruction militaire en allemand.

Les commandants de bureau de recrutement procéderont

BEGROOTING
van het Ministerie van Landsverdediging
voor het dienstjaar 1935.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de BURLET.

BIJLAGE

**Verdeeling van de miliciens van 1934
over de korpsen en diensten.**

De verdeeling van de miliciens van 1934 over de korpsen en diensten zal plaats hebben volgens de gegevens van de zes bijgevoegde tabellen :

Tabel A. — Miliciens die twaalf of dertien maanden dienst te vervullen hebben en die gevraagd hebben om de militaire opleiding in 't Fransch te ontvangen;

Tabel B. — Miliciens die twaalf of dertien maanden dienst te vervullen hebben en die gevraagd hebben om de militaire opleiding in 't Vlaamsch te ontvangen;

Tabel C. — Miliciens die twaalf of dertien maanden dienst te vervullen hebben en die gevraagd hebben om de militaire opleiding in 't Duitsch te ontvangen;

Tabel D. — Miliciens die acht maanden dienst te vervullen hebben en die gevraagd hebben om de militaire opleiding in 't Fransch te ontvangen;

Tabel E. — Miliciens die acht maanden dienst te vervullen hebben en die gevraagd hebben om de militaire opleiding in 't Vlaamsch te ontvangen;

Tabel F. — Miliciens die acht maanden dienst te vervullen hebben en die gevraagd hebben om de militaire opleiding in 't Duitsch te ontvangen.

De Commandant der wervingsbureelen zullen onmiddellijk

immédiatement à la répartition en se conformant aux prescriptions des chapitres XII et XIII de l'Instruction générale du 15 septembre 1926, réglant, en ce qui concerne l'autorité militaire, l'application de la législation sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Les déchetts qui se sont produits, seront répartis équitablement sur les corps et services.

J'insiste sur la nécessité de respecter les limites de taille et de poids prévues par les instructions.

Les miliciens à désigner pour l'infanterie, seront pris, de préférence, parmi ceux reconnus aptes spécialement pour cette arme.

Parmi les miliciens astreints à huit mois de service, à affecter aux armes, on choisira de préférence les jeunes gens sains, robustes et de parfaite constitution convenant à toutes les armes, même si, ayant droit au choix de l'arme et de la garnison, ils ont demandé à être versés aux troupes du service de santé ou de l'intendance.

Il y a intérêt à désigner pour les armes montées les ouvriers agricoles et les fils de fermiers qui conservent en général l'habitude du cheval après leur envoi dans leurs foyers.

Les hommes affectés aux batteries d'infanterie, au service de repérage d'artillerie ou au régiment des troupes de transmission, doivent savoir convenablement lire et écrire. Il en est de même, à fortiori, des miliciens à désigner comme téléphoniste-signaleur, qui doivent en outre, avoir la vue très bonne.

L'aéronautique ne peut recevoir des hommes qui ont été condamnés pour vol, abus de confiance ou escroquerie.

Dans toute la mesure du possible, on désignera pour le service de santé, un certain nombre de miliciens connaissant les deux langues.

Les commandants de bureau de recrutement et, le cas échéant, les chefs de corps, veilleront à placer les miliciens dans les garnisons rapprochées de leur résidence.

**

Le commandant de la D. T. C. A. affectera, pour la classe de 1934 : au 1^{er} régiment D. T. C. A., 100 miliciens français et 420 miliciens flamands; au 2^e régiment D. T. C. A., 120 miliciens français.

**

Indépendamment de ceux qui ont satisfait à l'épreuve professionnelle, les hommes à désigner pour les corps qui utilisent la traction automobile seront choisis de préférence parmi ceux qui ont des connaissances en conduite d'automobile.

Toutefois, les chefs de corps avant de confier à ces derniers la conduite d'une voiture automobile les dirigeront sur le C. T. Auto où ils seront soumis aux épreuves physi-

lijk overgaan tot de indeeling rekening houdende van de bepalingen der hoofdstukken XII en XIII van de algemeene Onderrichting van 15 September 1926, die wat betreft de militaire overheid, de toepassing regelt van de wetgeving op de militie, de werving en de dienstverplichtingen.

De overblijvende elementen zullen rechtmatig worden verdeeld over de korpsen en elementen.

Ik druk vooral op de noodzakelijkheid, de grootte- en zwaartegrenzen, voorzien bij de onderrichtingen, in acht te nemen.

De miliciens, aan te duiden voor de infanterie, zullen, bij voorkeur, genomen worden onder hen die bijzonder geschikt voor dit wapen werden bevonden.

Onder de miliciens die acht maanden dienst moeten vervullen, en bestemd worden voor de wapens, zal men bij voorkeur de gezonde, krachtige en goed gebouwde jongelingen nemen die voor alle wapens geschikt zijn bevonden, zelfs indien zij, gerechtigd zijnde om het wapen en het garnizoen te verkiezen, gevraagd hebben om in de troepen van den gezondheidsdienst of van den intendanciedienst opgenomen te worden.

Het is van belang, voor de gemonteerde wapens, landbouwwerklieden of boerenzoons aan te duiden die over 't algemeen de gewoonte behouden om met paarden om te gaan, na naar huis teruggezonden te zijn.

De manschappen aangeduid voor de infanterie-batterijen, den artilleriemeetdienst of voor het regiment der transmissie troepen moeten behoorlijk kunnen lezen en schrijven. Hetzelfde geldt, des te meer, voor de miliciens aan te duiden als telefonist-seingever, die, daarenboven, een zeer goed zicht moeten hebben.

De luchtvaart mag geene manschappen ontvangen die veroordeeld werden wegens diefstal, misbruik van vertrouwen of afzetterij.

Zooveel mogelijk, zal, voor den gezondheidsdienst, een zeker getal miliciens aangeduid worden dat de beide landstalen machtig is.

De commandants der wervingsbureelen en, desgevallen, de korpsoversten, zullen er voor zorgen, de miliciens in garnizoenen dicht bij hunne woonplaats te plaatsen.

**

De commandant van de D. T. C. A. zal, van de klasse 1934, voor het 1^e Regiment D. T. C. A., 100 Franschspreekende miliciens en 420 Vlaamschspreekende miliciens aanduiden, voor het 2^e Regiment D. T. C. A., 120 Franschspreekende miliciens.

**

Afgezien van degenen die voldaan hebben aan het beroepsexamen, zullen de manschappen, aan te duiden voor de korpsen die het autovervoer bezigen, bij voorkeur gekozen worden onder hen die een auto kunnen besturen.

Doch, alvorens aan deze laatste een autovoertuig toe te vertrouwen, zullen zij door de korpsoversten gezonden worden naar het V. K./Automobielen, waar zij aan de

ques et professionnelles, comme il est prescrit dans la dépêche du 31 août 1933, E. M. G. A., Direction du Recrutement, 1^{er} Bureau, n° 104/1/33, adressée au commandant du C. T./Au.

**

Les commandants de bureau de recrutement intéressés s'efforceront, dans la mesure du possible, de n'affecter au régiment de forteresse de Liège que des miliciens des communes situées dans un rayon de 5 kilomètres autour des forts et ayant des communications faciles avec ces forts.

Ces miliciens doivent avoir une taille minimum de 1 m. 55 et une bonne vue; ceux portant habituellement des lunettes ne seront pas désignés pour le R. F. L.

Les prescriptions des paragraphes 163 et 164 de l'Instruction générale précitée ne seront pas perdues de vue. De plus, les commandants de bureau de recrutement adresseront aux corps des bordereaux distincts pour les miliciens qui ont demandé à recevoir l'instruction militaire en français, en flamand, en allemand.

**

Des Commandants du bureau de recrutement n'interviennent pas effectivement dans l'administration de l'unité sous leur commandement et bornent leur activité à signer — le plus souvent sans les contrôler — les documents qui leur sont soumis.

Une enquête récente a fait constater notamment qu'un commandant de bureau abandonnait à un sous-officier secrétaire le soin d'effectuer le travail si important et si délicat de la répartition du contingent. Au moment où ils vont entamer la répartition des miliciens de 1934 entre les corps et les services, je rappelle aux Commandants de bureau de recrutement qu'ils doivent procéder *personnellement* à la répartition et qu'ils ne peuvent, en aucun cas, confier cette mission, ni à l'officier subalterne ni, a fortiori, aux sous-officiers secrétaires.

Le Ministre de la Défense nationale,

(s.) Albert DEVEZE.

lichamelijke en vakkundige proeven zullen onderworpen worden, zooals voorgeschreven bij brief van 31 Augustus 1933 G. S. V. L., Directie Werving, 1^{er} Bureau, n° 104/1/33, gericht tot den commandant van het V. K./Aut.

**

De belanghebbende commandants van wervingsbureelen zullen, in de mate van het mogelijke, trachten slechts voor het Vestingregiment, te Luik, miliciens aan te duiden uit de gemeenten gelegen binnen een kring van 5 kilometer omheen de vestingen en die in gemakkelijke verbinding staan met die vestingen.

Die miliciens moeten minstens 1 m. 55 groot zijn en een goed zicht hebben; zij die gewoonlijk brilglazen dragen zullen niet aangeduid worden voor het V. R. L.

De voorschriften van paragrafen 163 en 164 van voormelde algemeene onderrichting zullen niet uit het oog verloren worden. Daarenboven, zullen de commandants der wervingsbureelen aan de korpsen afzonderlijke lijsten overmaken voor de miliciens die gevraagd hebben om de militaire opleiding in 't Fransch, in 't Vlaamsch of in 't Duitsch te ontvangen.

**

Sommige commandants van wervingsbureelen nemen niet rechtstreeks deel aan het beleid van de eenheid die onder hun gezag staat en bepalen er zich bij, de bescheiden die hun worden voorgelegd — meestal zonder nazicht — te onderteekenen.

Een onlangs ingesteld onderzoek heeft namelijk uitgezezen, dat een commandant van zulk bureau aan een onderofficier-secretaris de zorg had overgelaten om het zoo belangrijk en kiesch werk als de verdeling van het contingent uit te voeren. Op het oogenblik dat zij met de indeeling van de miliciens van 1934 gaan aanvangen onder de korpsen en diensten, herinner ik de commandants van wervingsbureelen er aan, dat zij *persoonlijk* de indeeling moeten doen, en dat zij, in geen geval, die zorg hiervan mogen overlaten noch aan den lageren officier noch, des te minder, aan de onderofficieren-schrijvers.

De Minister van Landsverdediging,

(g.) Albert DEVEZE.

(4)

**REPARTITION DES MILICIENS DE 1934
ENTRE LES CORPS ET SERVICES**

(tableaux A, B, C, D, E, F)

**VERDEELING VAN DE MILICIENS
VAN 1934
OVER DE KORPSEN EN DIENSTEN**

(tabelen A, B, C, D, E, F)

CLASSE de 1934

Annexé à la C. M. du 13 avril 1934.

N° 119/7/59, E. M. G. A.

Direction du Recrutement.

TABLEAU B

donnant la répartition des miliciens astreints à 12-13 mois de service et ayant demandé à recevoir l'instruction en flamand.

BUREAUX DE RECRUTEMENT WERVINGS-BUREELEN	DISTRICTS DE GENDARMERIE RIJKSWACHT-DISTRICTEN	INFANTERIE																								
		DE LIGNE												Chasseurs à pied		Jagers to voets	Grenadiers	Carabiniers	Fr. Baudouin Karabiniers	P. Boudewijn	Carabin. cyclistes	Karabin. wielrijd.				
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14								1	2		
Liège	Luik	Gand	Gent	Ostende, Gand	Oostende, Gent	Bruges	Anvers	Anvers	Anvers	Malines	Mechelen	Bruxelles	Bruxelles	Hasselt, Beverloo	Hasselt, Beverloo	Liège	Luik	Liège	Mons	Bergen	Bruxelles	Bruxelles	Bruxelles	Bruxelles	Tervuren	Tervuren
Anvers 1	Anvers Antwerpen					138	218	132		1	2											1	2		4	
Antwerpen	Merxsem Merksem					28	51	42																		1
Anvers 2	Borgerhout					88	110	47			3															1
Antwerpen 2	Turnhout					38	41	9						39												2
Malines	Lierre Lier					24	40	42																		
Mechelen	Malines Mechelen					25	26	136																		1
Bruxelles	Bruxelles Brussel	5		1								4	4				5									7
Bruxelles	ixelles Eisene	8		2								3	3				10	13								20
Bruxelles 2	Jette	36										22	30				30	42								19
Bruxelles 2	Vilvoorde Vilvoorde	23										1	7				21	29								3
Louvain	Louvain Leuven	64							4	3		4	1		5	36	53	75		2						9
Leuven	Tirlemont Tienen	23							8				2		1	44		22								
	Hal Halle											8	42													10
Wavre	Ixelles Eisene											3	3													
Waver	Nivelles Nijvel												1													
	Soignies Zinnik																									
	Tirlemont Tienen																									
	Wavre Waver													2				7								7
Bruges	Bruges Brugge		2	30	130								2			9						3	10			7
Brugge	Eekloo Eekloo		36	23	30								4			34										2
	Roulers Roeselare		22	11	20				1				10													1
Courtrai	Courtrai Kortrijk		66	42	33					1			13			56			17			25	36			8
Kortrijk	Ypres Ieper		8	45	26								5			11										4
	Furnes Veurne		6	41	43				2				5			10										3
Oostende	Ostende Oostende		4	138	18								1			40										1
	Roulers Roeselare		7	50	101				2				2			11						8	12			1
Alost	Alost Aalst		26	31					2				10			20						42	43			20
Aalst	Audenarde Oudenaarde		21	20									5			13			8			47	10			2
	Grammont Geeraardsbergen		22	27					1				13			17			16			39	20			14
	Audenarde Oudenaarde		8	4									4			5						3	3			1
Gand	Daynze Deinze		52	10									6			4						15	16			2
Gent	Gand Gent		143	43	5								20			36						69	77			7
	Alost Aalst		18	20									2			7						5	6			1
Termonde	Saint-Nicolas Sint-Niklaas		10	16					50				62			2						10	10			10
Dendermonde	Termonde Dendermonde		40	20					3				35			8						25	31			5
	Charleroi																					2		3		
Charleroi	Junet																									1
	Murchienne																									
	Thuin																									
	La Louvière			1	1		1						1													
Mons	Marchienne																									
Bergen	Mons Bergen																									
	Soignies Zinnik																									
	Ath Aat																					7				
Tournai	Boussu																									
Doornik	Tournai Doornik																					1				
	Hollogne																									
Liège	Huy Hoesi																									
Luik	Liège Luik		2														1									
	Waremmes Borgworm		2															7								
	Eupen																									
Verviers	Fléron																									
	Malmédy																									
	Seraing																									
	Spa																									
	Verviers																									
	Brée		4																							4
Hasselt	Hasselt		7																103							4
	Tongres Tongeren		25																225							3
Arion	Arion Aarlen																		107							1
Aarlen	Bastogne Bastenaken																									
	Bouillon																									
	Marche																									
	Neufchâteau																									
Namur	Ciney																									
Namen	Dinant																									
	Namur Namen																									
	Philippeville																									
TOTAUX			200	508	572	400	430	570	570	200	570	200	570	570	200	200			65			400	400			180

Bijlage van M. O. van 13 April 1934,
N° 119/7/59, A. L. S.
Directie Werving.

KLASSE 1934

TABEL B

vermeldende de indeeling van de miliciens die 12-13 maand dienst te vervullen hebben
en gevraagd hebben om in 't Vlaamsch opgeleid te worden.

CAVALERIE — RUITERIJ			ARTILLERIE — ARTILLERIE											GENIE — GENIE		Troupes de chem. de fer Spoorwegtroepen		Bataillon de Pontonniers Batalion Pontonniers		TOTALX — TOTALEN		DISTRICTS DE GENDARMERIE — RIJKSWACHT- DISTRICTEN	
Gudes Gidsen		Landiers Landiers	RÉGIMENTS — REGIMENTEN											RÉGIMENT — REGIMENT		Troupes de chem. de fer Troepen de spoorwegen		Bataillon de Pontonniers Batalion Pontonniers					
1	2	3	1	2	6	8	13	14	15	cb. to p.	1	2	Troupes de chem. de fer Troepen de spoorwegen		Bataillon de Pontonniers Batalion Pontonniers								
Bruxelles Brussel	Bruxelles Brussel	Bruxelles Brussel	Gand Brusschaet	Gent Brusschaet	Lierre Brusschaet	Lierre Brusschaet	Bruxelles Brussel	Mabines Mechelen	Bruges Brugge	Bruxelles Brussel	Tirlemont Tienen	Louvain Leuven	Louvain Leuven	Anvers (Borchem) Antwerp (Borch.)	Vilvoorde Vilvoorde	Troupes de chem. de fer Troepen de spoorwegen		Burght Burgt	Burght Burgt				
—	—	91	19	34	—	—	1	105	—	—	—	—	—	95	10	62	—	—	—	Anvers Antwerpen			
—	—	34	6	22	—	—	—	11	—	—	—	—	—	17	9	24	—	—	—	Moxem Merkssem			
1	2	70	24	30	—	—	—	71	—	—	—	—	—	58	4	71	—	—	—	Borgerhout			
—	—	31	—	20	—	—	—	3	—	—	—	—	—	12	1	8	—	—	—	Turnhout			
—	—	23	1	31	—	—	—	9	—	—	—	—	—	16	—	7	—	—	—	Lierre Lier			
—	—	30	5	22	—	—	—	30	—	—	4	—	—	37	2	46	—	—	—	Malines Mechelen			
2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	Bruxelles Brussel			
3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	Ixelles Elsene			
7	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	Jette			
6	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	—	—	Vilvoorde Vilvoorde			
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	—	—	—	—	—	Louvain Leuven			
16	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39	—	—	—	—	—	Tirlemont Tienen			
3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	Hal Halle			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	Ixelles Elsene			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Nivelles Nijvel			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Soignies Zinnik			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Tirlemont Tienen			
4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Wavre Waver			
3	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Bruges Brugge			
10	40	13	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Eecloo Erkloo			
3	3	2	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Roulers Roeselare			
32	21	6	10	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Courtrai Kortrijk			
9	9	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Ypres Ieper			
2	4	9	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Furnes Veurne			
3	3	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Ostende Oostende			
21	17	—	3	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Roulers Roeselare			
10	0	—	6	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Alost Aalst			
19	12	—	7	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Audenarde Oudenaarde			
2	2	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Grammont Geeraardsbergen			
8	3	—	26	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Audenarde Oudenaarde			
24	26	12	66	6	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Deynze Deinze			
3	7	—	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Gand Gent			
2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Alost Aalst			
2	31	—	23	3	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Saint Nicolas St-Niklaas			
20	30	10	11	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Termonde Dendermonde			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Charleroi			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Jumet			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Marchienne			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Thuin			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	La Louvière			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Marchienne			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Mons Bergen			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Soignies Zinnik			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Ath Aat			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Boussu			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Tournai Doornik			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Hollogne			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Huy Hoei			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Liège Luik			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Warenume Borgworm			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Eupen			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Fléron			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Malmédy			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Seraing			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Spa			
2	2	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Verviers			
3	6	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Brée			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Hasselt			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Tongre Tongeren			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Arlon Arlon			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Bastogne Bastonaken			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Bouillon			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Marche			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Neufchâteau			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Ciney			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Dinant			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Namur Namen			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Philippeville			
280	231	460	260	260	200	260	260	65	180	330	380	220	248	10	9353	—	—	—	—				

Annexé à la C. M. du 13 avril 1934,
N° 119/7/50, E. M. G. A.
Direction du Recrutement.

CLASSE de 1934

TABLEAU C

donnant la répartition des miliciens astreints à 12 mois de service et qui ont demandé à recevoir l'instruction en allemand.

BUREAUX DE RECRUTEMENT	DISTRICTS DE GENDARMERIE	2 ^e Rég. de Carabiniers cyclistes	3 ^e Régiment d'Artillerie	TOTALX
		Eupen	Liège	
Wavre	Hal	—	1	1
Liège	Huy	1	—	1
	Liège	1	1	2
Verviers	Eupen	20	31	51
	Malmédy	20	21	41
	Spa	—	1	1
Hasselt	Verviers	4	1	5
	Brée	2	1	3
	Hasselt	—	1	1
	Totalx	48	38	106

Bijlage van M. O. van 13 April 1934,
N° 119/7/50, A. L. S.
Directie Werving.

KLASSE 1934

TABEL C

vermeldende de verdeling der miliciens die 12 maanden dienst te vervullen hebben en gevraagd hebben om in 't Duitsch opgeleid te worden.

WERVINGS- BUREELEN	RIJKSWACHT- DISTRICTEN	3 ^e Reg. Karabiniers Wielrijders	3 ^e Regiment Artillerie	TOTALIEN
		Eupen	Luik	
Waver	Halle	—	1	1
Luik	Hoei	1	—	1
	Luik	1	1	2
Verviers	Eupen	20	31	51
	Malmédy	20	21	41
	Spa	—	1	1
Hasselt	Verviers	4	1	5
	Bree	2	1	3
	Hasselt	—	1	1
	Totalen	48	38	106

(11)

Bijlage van M. O. van 13 April 1934,
N° 119/7/59, A. L. S.
Directie Werving.

KLASSE 1934

TABEL D

vermeldende de indeeling van de miliciens die 8 maanden dienst te vervullen hebben
en die gevraagd hebben om in t' Fransch opgeleid te worden.

Groupe a. b. Group a. b.	ARTILLERIE					Régiment de l'artillerie R.A.D./T.C.A. Vestingregiment	Génie		Corps de transports		technique		Chars de Combat Strijdwagens	T.S.I.		T.S.S.		TOTALS TOTAL.	DISTRICTS DE GENDARMERIE RIJKSWACHT- DISTRICTEN	
	ARTILLERIE						Génie		Vervoer- korps		Legerart.			T.S.I.		T.S.S.				
Bruxelles Brussel	RÉGIMENTS REGIMENTEN					Régiment de l'artillerie R.A.D./T.C.A. Vestingregiment	Génie		Corps de transports		technique		Chars de Combat Strijdwagens	T.S.I.		T.S.S.		TOTALS TOTAL.	DISTRICTS DE GENDARMERIE RIJKSWACHT- DISTRICTEN	
	3	6	11	14	15		Battalions Regimenten	3	4	3	4	1		2	3	4	3			4
Liège Luik																				
Bruxelles Brussel																				
Tournai, Mons Doornik, Bergen																				
Bruxelles Brussel																				
Liège Luik																				
Laeken Laken																				
Namur Namen																				
Liège Luik																				
Namur Namen																				
Bruxelles Brussel																				
Namur, Liège Namen, Luik																				
Bruxelles, Mons Brussel, Bergen																				
Evere, Zellik Ever, Zellik																				
Bicton, Waver, Aillich Bierd, Waver, Kijl																				
Gand Gent																				
Vilvoorde Vilvoorde																				
Anvers Antwerpen																				
Liège Luik																				
Bruxelles Brussel																				
Liège, Eisenborn Luik, Eisenborn																				
Namur, Eisenborn Namen																				
Bruxelles, Mons Brussel, Bergen																				
Tournai Doornik																				
Bruxelles, Bergen Brussel, Bergen																				
Doornik																				

Annexé à la C. M. du 13 avril 1934,
N° 119/7/59, E. M. G. A.
Direction du Recrutement.

CLASSE de 1934

TABLEAU F

donnant la répartition des miliciens astreints à 8 mois de service et qui ont demandé à recevoir l'instruction en allemand.

BUREAUX DE RECRUTEMENT	DISTRICTS DE GENDARMERIE	3 ^e Régiment d'Artillerie		3 ^e Corps de Transports	TOTALS
		Liège	Eisenborn		
Anvers 2	Turnhout	1	—	—	1
Gand	Gand	—	1	—	1
Liège	Hollogne	1	—	—	1
	Eupen	30	32	—	62
	Fléron	1	—	—	1
Verviers	Malmédy	48	56	—	104
	Spa	1	—	—	1
	Verviers	18	2	—	20
Hasselt	Brée	6	—	—	6
	Tongres	1	—	—	1
Arion	Bastogne	—	1	—	1
	Totaux	117	92	—	209

Bijlage van M. O. van 13 April 1934,
N° 119/7/59, A. L. S.
Directie Werving.

KLASSE 1934

TABEL F

vermeldende de verdeling der miliciens die 8 maanden dienst te vervullen hebben en die gevraagd hebben om in 'tDuitsch opgeleid te worden.

WERVINGS- BUREELEN	RIJKSWACHT- DISTRICTEN	3 ^e Artillerie Regiment		3 ^e Vervoer- korps	TOTALEN
		Luik	Eisenborn		
Antwerpen 2	Turnhout	1	—	—	1
Gent	Gent	—	1	—	1
Luik	Hollogne	1	—	—	1
	Eupen	30	32	—	62
	Fléron	1	—	—	1
Verviers	Malmédy	48	56	—	104
	Spa	1	—	—	1
	Verviers	18	2	—	20
Hasselt	Bree	6	—	—	6
	Tongeren	1	—	—	1
Aarlen	Bastenaken	—	1	—	1
	Totaal	117	92	—	209

TABLEAU E

donnant la répartition des miliciens astreints à 8 mois de service et ayant demandé à recevoir l'instruction en flamand.

TABLE E

vermeldende de indeling van de miliciens die 8 maanden dienst te vervullen hebben en gevraagd hebben om in 't Vlaamsch opgeleid te worden.

Table with columns for districts (BURQAUX DE RECRUTEMENT), line numbers (DE LIGNE), military units (REGIMENTS), and various corps (Corps de Transports, Aéronautique, etc.). It includes a detailed breakdown of personnel counts for various locations and units, ending with a 'TOTALS' row at the bottom.